

**Assemblée générale**

Soixante-deuxième session

Documents officiels

17^e séance plénièreJeudi 4 octobre 2007, à 10 heures
New York

Président : M. Kerim (ex-République yougoslave de Macédoine)

La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 49 de l'ordre du jour**Culture de paix****Rapports du Secrétaire général (A/62/97 et A/62/337)**

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant entamer le Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix, au titre du point 49 de l'ordre du jour, intitulé « Culture de paix », conformément à la résolution 61/269 en date du 25 mai 2007.

Comme les Membres le savent, ce dialogue de haut niveau va débattre du thème général de la coopération entre les religions et les cultures en vue de promouvoir la tolérance, la compréhension et le respect universel de la liberté de religion ou de conviction et de la diversité culturelle.

Le Président (*parle en anglais*) : Je souhaite à tous les participants la bienvenue à ce premier Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix. En convoquant cette réunion, l'Assemblée générale a pris une décision importante. Nous réaffirmons les valeurs consacrées dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Mais ce qui est encore plus important, c'est que nous prenons ce faisant des mesures concrètes pour promouvoir ces valeurs de par le monde.

Au cours du débat général, les chefs d'État et de gouvernement du monde entier ont mis l'accent sur les valeurs de tolérance et de compréhension mutuelle. Cela témoigne de l'attachement de la communauté internationale à la promotion de ces valeurs. Je voudrais remercier en particulier les délégations pakistanaise et philippine d'avoir pris la tête de cette initiative qui complète d'autres initiatives entreprises par l'ONU, y compris l'Alliance des civilisations, et s'en inspire.

Nous traversons une période sans précédent. Les liens entre les cultures et les religions se resserrent grâce à un réseau de télécommunications et à des liens économiques. Tout en contribuant à la richesse de notre expérience humaine, ces rencontres révèlent l'existence de profonds malentendus. Toutefois, en cette période de mondialisation, nous avons la possibilité et la responsabilité uniques de substituer la compréhension et l'acceptation mutuelle à l'intolérance et à la discrimination.

Un dialogue ouvert et soutenu, le respect de la liberté d'expression et de la liberté de culte ou de conviction sont des éléments indispensables à cette entreprise. L'ONU a un rôle crucial à jouer dans la promotion de ce dialogue et la défense de la liberté

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



fondamentale par laquelle nous devons tous respecter les religions et les convictions des autres. Ce faisant, nous devons également reconnaître qu'un crime commis au nom de la religion est le pire que l'on puisse commettre à l'encontre de la religion, et que la religion ne doit pas servir de prétexte à la guerre.

À cet égard, plusieurs recommandations ont été faites lors du débat thématique de l'Assemblée générale consacré aux civilisations et au pari de la paix, qui s'est tenu plus tôt cette année. Ces recommandations affirmaient que nous devons reconnaître les droits légitimes des autres personnes à affirmer leur identité si nous souhaitons avoir un vrai dialogue; que les chefs spirituels ont le devoir de promouvoir la compréhension et la tolérance mutuelles au sein de leurs communautés, en s'inspirant des principes de leur propre foi; qu'il existe déjà de nombreux outils utiles pour promouvoir des rencontres positives entre les peuples de cultures différentes. À cette fin, nous devons tous devenir des instruments de paix. Nous devons entamer un dialogue global en ayant recours à des campagnes publiques et à toutes les formes de médias pour une sensibilisation maximum à ces questions.

Les gouvernements peuvent de leur côté y contribuer en adoptant des programmes scolaires qui inculquent les valeurs de paix et de tolérance. Les préjugés ne sont pas innés; ils sont acquis. Il nous revient à tous d'éliminer, ensemble, tous les points de vue déformés qui consolident les barrières et élargissent les fossés, car ils sont tous le fruit des pratiques discriminatoires de l'esprit.

Nous pouvons y parvenir grâce à un dialogue à plusieurs dimensions qui favorise l'unité dans la diversité et remplace la méfiance par la compréhension et l'acceptation mutuelles. Le succès de ce dialogue global repose aussi sur la participation active des médias, du secteur privé, de la société civile, des groupes confessionnels et des organisations non gouvernementales (ONG). Leur connaissance du sujet et leur rayonnement seront essentiels pour atteindre cet objectif. C'est pourquoi je me réjouis à l'idée que, dans le courant de l'après-midi, l'Assemblée générale tiendra une audience interactive avec ces parties prenantes importantes. Tous les États Membres sont invités à y participer.

L'an prochain, nous célébrerons le sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Bien des gens estiment encore que leurs droits

ne sont pas respectés. Dans certaines régions, beaucoup jugent que l'on porte atteinte à leur dignité et que les principes et valeurs convenus à l'échelle internationale ne s'appliquent pas équitablement à tous. Ces questions sont au cœur du sentiment d'injustice et d'instabilité politique qui prévaut aujourd'hui dans le monde.

D'aucuns pensent que pour faire la paix, il faut oublier. D'expérience, je dirais que la réconciliation est un bon compromis entre le souvenir et l'oubli. Seul un dialogue intensif aux niveaux tant politique que social et culturel permettra d'y parvenir. Promouvoir la dignité humaine et l'égalité des droits et des chances constitue la pierre angulaire de cette démarche. À ce sujet, je citerai le grand Dante Alighieri :

« Le plus grand don que Dieu, dans sa largesse, fit en créant, le plus conforme à sa bonté, celui auquel il accorde le plus de prix, fut la volonté libre dont les êtres doués d'intelligence, eux seuls, furent alors pourvus et le sont depuis lors ».

En allant de l'avant, respectons tous le caractère unique du point de vue de chacun afin qu'ensemble, nous puissions honorer la riche diversité de l'humanité.

Je donne à présent la parole au Secrétaire général, S. E. M. Ban Ki-moon.

Le Secrétaire général (parle en anglais) : C'est un honneur pour moi de participer à ce dialogue. Depuis neuf mois que j'occupe mes fonctions, j'ai voyagé aux quatre coins des nations unies, de Kinshasa à Kaboul, en passant par Bruxelles et Beyrouth. Partout où je suis allé, et quels que soient ceux avec qui je me suis entretenu, le sentiment était le même : une attente universelle de paix et une aspiration à la prospérité.

Cela dit, trop souvent, je me suis rendu compte que les gens qui aspirent aux mêmes choses sont aussi victimes des mêmes préjugés. Ils ont tous peur de ce qui est différent d'eux : l'autre origine ethnique, l'autre couleur de peau, l'autre tradition culturelle ou linguistique et, surtout, l'autre religion.

Pourtant, à notre époque de voyages planétaires et de transmissions instantanées par satellite, les gens du monde entier rencontrent moins le familier, et davantage l'autre. Cet état de fait alimente des tensions interculturelles et interreligieuses qui vont croissant, et favorise une marginalisation progressive de grands pans de la population mondiale.

Aujourd'hui, il est urgent de contrer cette tendance inquiétante. Il nous faut jeter de nouveaux

ponts et ouvrir un dialogue interculturel constructif et soutenu qui insiste sur les valeurs et aspirations partagées. Il est temps de promouvoir l'idée que la diversité est une vertu, non une menace; il est temps d'expliquer que des religions, confessions et héritages culturels différents concourent de manière essentielle à la richesse de l'expérience humaine; et il est temps de souligner que notre humanité commune est importante – bien plus importante – que nos divergences de forme.

En résumé, il est temps – il est même largement temps – d'engager un dialogue constructif et pragmatique; un dialogue entre individus, entre communautés et entre nations. L'Assemblée générale est un forum unique pour un tel échange. En effet, en rassemblant les représentants de tous les pays sous un seul et même toit, l'Assemblée constitue une tribune universelle d'où s'adresser aux différentes nations et cultures.

La séance d'aujourd'hui tombe d'ailleurs à point nommé, puisque c'est le moment où les juifs célèbrent la Torah et où les musulmans approchent de la fin du mois sacré du Ramadan. De telles occasions nous rappellent que les hommes et les femmes de foi du monde entier peuvent être unis, plutôt que séparés, par leurs convictions et leur croyance en quelque chose de plus grand qu'eux.

La semaine dernière s'est également tenue une réunion ministérielle de l'Alliance des civilisations, initiative des Nations Unies qui vise à jeter des ponts et promouvoir le dialogue entre les cultures et les religions. J'ai été enchanté de voir que le nombre de membres de l'Alliance avait presque doublé depuis sa réunion inaugurale il y a un an. Cela illustre le travail important qu'elle effectue sous la direction de S. E. M. Jorge Sampaio. Mais il faut aussi y voir la résolution croissante des nations à œuvrer ensemble pour dépasser les clivages de notre monde.

Cette volonté me donne de la force, à un moment où les difficultés que nous rencontrons sont aggravées par la défiance et l'hostilité. Je suis également encouragé par des rassemblements comme celui-ci. En regardant cette salle aujourd'hui, je sens que nous sommes tous unis : nous sommes unis dans notre choix du dialogue avant l'affrontement; unis dans notre quête d'engagement plutôt que de rejet; unis dans notre goût pour l'harmonie et la compréhension.

Dans cet esprit, je souhaite à tous les participants une séance des plus productives, en attendant

impatiemment de connaître le résultat de leurs discussions.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général pour sa déclaration.

Avant de poursuivre, j'attire l'attention des membres sur un certain nombre de questions d'organisation relatives à la conduite de la séance.

S'agissant d'abord de la longueur des déclarations, et afin d'entendre tous les orateurs inscrits sur la liste, j'invite les représentants à respecter la limite fixée à sept minutes de temps de parole, étant entendu que cela n'empêche pas la distribution de textes écrits plus longs. J'appelle solennellement les orateurs à faire preuve de coopération à cet égard, afin que chacun puisse s'exprimer aujourd'hui et demain.

Afin d'aider les orateurs, un témoin lumineux a été installé sur le pupitre. Il fonctionne comme suit : une lumière verte s'allumera au début de la déclaration; une lumière orange s'allumera 30 secondes avant la fin des sept minutes; et une lumière rouge s'allumera à la fin des sept minutes.

Avant de donner la parole au premier orateur, je tiens à faire savoir aux Membres que j'ai été informé par la délégation d'Israël qu'en raison des fêtes juives de Shemini Atzeret/Simhat Torah et des derniers jours de Souccot, célébrées les 4 et 5 octobre, Israël regrette de ne pouvoir participer au dialogue de haut niveau et attend avec intérêt de prendre part à d'autres événements œcuméniques et interculturels.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Manuel De Castro, Vice-Président de la République des Philippines.

M. De Castro (Philippines) (*parle en anglais*) : C'est un grand honneur pour moi de représenter mon pays au Dialogue de haut niveau sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix. Comme c'est la première fois que je prends la parole devant l'Assemblée générale, je tiens à vous adresser, Monsieur le Président, mes plus chaleureuses félicitations pour votre élection largement méritée. Qu'il me soit aussi permis de féliciter le Secrétaire général en sa première année à la barre du système des Nations Unies.

Promouvoir le dialogue et la coopération entre les religions et les cultures est devenu une pièce maîtresse de la politique des Philippines en faveur de la paix et du développement. Ce n'est pas une idée nouvelle pour

nous, car notre histoire a été en grande partie façonnée par la diversité culturelle et religieuse. C'est pourquoi la loi suprême de notre pays – la constitution des Philippines – impose que soient promus et protégés les droits et le bien-être de tous les Philippines, et notamment des membres des minorités religieuses et des communautés autochtones.

Dès les années 60, des associations confessionnelles et communautaires, ainsi que d'autres groupes de la société civile – en particulier parmi les Musulmans de l'île de Mindanao, dans le sud des Philippines – avaient engagé un dialogue interconfessionnel et interculturel et en avaient fait un outil de paix efficace. Le Gouvernement national a ensuite jugé judicieux de promulguer des lois et d'adopter des mesures destinées à renforcer et intensifier l'engagement de la société civile dans la promotion du développement économique et humain, ainsi que du processus de paix.

Le plan de développement à moyen terme des Philippines pour 2004-2010, qui constitue le cadre de gouvernance du Gouvernement actuel, accorde une place de choix au dialogue œcuménique ainsi qu'à l'éducation et à la sensibilisation concernant les différentes religions, en tant qu'outils efficaces dans le cadre des programmes de réconciliation visant à guérir les communautés touchées par un conflit. Le plan d'action 2006-2010 des Philippines pour le dialogue et la coopération entre les religions approfondit le partenariat entre le Gouvernement et la société civile et renforce leurs capacités conjointes dans la promotion du dialogue et de la solidarité entre les religions, notamment dans les domaines suivants : éducation et formation, actions de plaidoyer dans les médias, processus de paix, réduction de la pauvreté, promotion des droits de l'homme, protection de l'environnement, autonomisation des femmes et lutte contre la corruption.

Au mois de juin dernier, notre Présidente a créé la Commission nationale de coopération entre les religions, chargée de consolider la mise en œuvre de la politique interconfessionnelle de notre gouvernement. Une éducation coranique de base, du type dispensé dans les madrassa, a désormais été institutionnalisée dans toutes les écoles élémentaires comprenant des élèves musulmans. De plus, un certain nombre de nos universités élaborent et incorporent dans leurs programmes les études de paix. Notre Congrès a également approuvé la loi de 1997 sur les droits des peuples autochtones, qui est reconnue comme étant l'une des lois promulguées au niveau national, où que ce soit dans le monde, assurant dans les termes les plus

forts le respect et la protection des libertés fondamentales des peuples autochtones et de leurs modes de vie. Ainsi, des politiques de développement fondamentales mises en place aux Philippines favorisent la croissance d'une culture dynamique d'échanges pacifiques entre communautés confessionnelles; cela a permis aux groupes issus de la société civile de participer aux efforts de développement aux niveaux national, local et communautaire.

L'expérience acquise par les Philippines a prouvé la portée du dialogue entre religions et cultures pour ce qui est de prévenir les conflits et de guérir les blessures sociales dans les communautés frappées par un conflit, comme celles du sud des Philippines. Nous avons constaté que le dialogue entre religions est fondamental pour traduire les valeurs partagées de paix et de respect en une action pratique sur le terrain. Il offre une voie de sortie, brisant le cercle vicieux de la défiance et du conflit entre groupes religieux et ethniques, pour deux raisons.

Premièrement, parce qu'il offre un cadre permettant de créer un climat de confiance et de respect fondé sur l'appréciation et l'acceptation des valeurs partagées et des différences entre religions, cultures et groupes ethniques. Deuxièmement, parce qu'il fournit l'occasion de parvenir à une compréhension commune des conflits armés qui touchent des communautés pluriethniques et multiculturelles, comme celles du sud des Philippines. Cette approche vient compléter les efforts de règlement des conflits menés par le Gouvernement dans le cadre de son processus de paix global, au cours duquel des dirigeants religieux et leurs équipes, ainsi que différentes organisations confessionnelles et œcuméniques, prennent part aux négociations de paix, au suivi des accords de cessez-le-feu et aux actions de plaidoyer en faveur des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Notre Conférence des évêques et des oulémas, qui est reconnue comme étant la première du genre au monde, continue d'accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre de notre programme national de paix. Cette organisation, comme bon nombre d'autres groupes œcuméniques, fait partie du réseau de partenaires de la société civile dont la vigueur et l'appui ont une incidence très nette sur les résultats du processus de paix. Ces groupes, aux côtés des représentants des entreprises, unissent leur action et créent un mouvement de partisans de la paix, notamment en constituant des zones de paix au sein de territoires définis où tout conflit armé est exclu.

Nos réussites dans la promotion du dialogue et de la coopération entre les religions chez nous ont été une telle source d'inspiration qu'en 2004 les Philippines ont présenté à l'Assemblée générale un projet de résolution sans précédent sur la promotion de la coopération entre les religions pour la paix, adopté en tant que résolution 59/23. Cette résolution a à son tour inspiré la tenue en 2005 de la Conférence sur la coopération œcuménique pour la paix, suivie du sommet de 2005, que notre Présidente a eu l'honneur de présider et qui a adopté la Déclaration sur le dialogue et la coopération œcuméniques pour la paix.

À la suite de la Conférence, les Philippines ont lancé en mars 2006 le Forum tripartite sur la coopération œcuménique pour la paix, plate-forme de collaboration à l'appui des objectifs de l'Organisation des Nations Unies en matière de paix et de développement. Le Forum tripartite offre de riches possibilités. J'invite tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à nous rejoindre au sein du Forum tripartite.

D'autre part, les Philippines promeuvent activement le dialogue œcuménique au niveau régional, comme en témoigne notre action au sein du Mouvement des pays non alignés, du Groupe des 77, de la Réunion Asie-Europe, du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et du Forum Asie-Pacifique – tous ces groupements ayant adhéré à la notion de dialogue œcuménique. L'année dernière, les Philippines ont accueilli le Dialogue de Cebu sur la coopération interconfessionnelle régionale pour la paix, le développement et la dignité humaine.

Cette année, les Philippines ont coparrainé le troisième Dialogue interconfessionnel régional Asie-Pacifique, tenu en Nouvelle-Zélande, au cours duquel plus de 150 participants venus des nations d'Asie et du Pacifique ont affiché leur volonté de jeter des ponts entre les communautés confessionnelles et de faire en sorte que les gouvernements tirent des enseignements de l'expérience de leurs voisins, afin de promouvoir la paix et la sécurité dans la région de l'Asie et du Pacifique.

En juin dernier, les Philippines ont coparrainé la troisième Réunion Asie-Europe sur le Dialogue interconfessionnel, qui s'est déroulée à Nanjing, en Chine, où 160 pays participants se sont engagés à approfondir la participation aussi bien du gouvernement que de la société civile à la promotion et au respect du dialogue œcuménique au service de la paix et du développement. Le quatorzième Sommet du Mouvement

des pays non alignés tenu à La Havane en 2006 a approuvé la proposition faite par les Philippines d'accueillir aux Philippines, en 2009, une réunion extraordinaire du Mouvement des pays non alignés sur un dialogue et une coopération interconfessionnels au service de la paix, réunion à laquelle participeraient des organisations non gouvernementales et le secteur religieux.

En effet, la situation actuelle en matière de paix et de sécurité aux niveaux mondial, régional et national met en lumière la nécessité de mener des efforts délibérés, stratégiques et coordonnés sur un dialogue et une coopération interconfessionnels par le biais d'un partenariat renforcé entre les gouvernements, le système des Nations Unies et la société civile. À ce titre, ma délégation propose les moyens suivants pour aller de l'avant. Premièrement, les États Membres de l'ONU pourraient institutionnaliser des initiatives interconfessionnelles et interreligieuses par le biais d'une politique et de mécanismes d'exécution appropriés; à cet égard, les Philippines proposent comme modèle le comité national des Philippines pour la coopération interconfessionnelle. Deuxièmement, les États Membres devraient faire respecter la liberté de culte et renforcer leurs mécanismes respectifs en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme; troisièmement, les États Membres pourraient adopter un plan d'action commun et proclamer une année internationale de dialogue entre les religions et les cultures. Quatrièmement, les États Membres pourraient adopter des politiques et des programmes visant à promouvoir et à protéger les droits des peuples autochtones et pourraient mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Cinquièmement, les États Membres pourraient encourager la création de centres interconfessionnels dans les écoles supérieures. Sixièmement, l'ONU pourrait renforcer le service nouvellement établi chargé des questions intéressant les relations entre les religions, les cultures et les civilisations afin de veiller à ce que les efforts nationaux, régionaux et mondiaux en faveur de la promotion d'un dialogue et d'une coopération interconfessionnels et interculturels au service de la paix fassent l'objet de suivis et d'établissements de rapports, et soient continus et soutenus.

Les Philippines ont joué et continueront de jouer un rôle actif dans la promotion d'un dialogue et d'une coopération interconfessionnels et interculturels au service de la paix, du développement et de protection

de la dignité humaine. Nous sommes attachés à accroître la coopération et la compréhension entre les cultures, les religions et les civilisations afin d'éliminer les tensions raciales, les mythes et les préjugés qui exacerbent les conflits et à traiter effectivement des questions et des problèmes mondiaux, tâche qui revêt un caractère d'urgence.

Je voudrais terminer en lançant un appel à toutes les personnes ici présentes aujourd'hui. Engageons-nous à œuvrer pour un dialogue et une coopération entre les religions et les cultures à l'échelle de tout le système des Nations Unies, car c'est là un excellent moyen de poursuivre, d'édifier et de soutenir une culture de paix, et restons conscients des contributions positives que les communautés religieuses apportent à l'ONU dans l'accomplissement de ses mandats respectifs.

Le Président (parle en anglais) : Je donne la parole à S. E. M. Munir Akram, chef de la délégation pakistanaise.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un très grand plaisir que de pouvoir participer au Dialogue de haut niveau sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix. Cette manifestation fait suite à la résolution 61/221 de l'Assemblée générale, dont le Pakistan et les Philippines étaient coauteurs. Il s'agit également du premier dialogue sur la question importante de la coopération interconfessionnelle qui est devenue l'un des plus grands problèmes auquel la communauté internationale a à faire face.

L'histoire des deux derniers millénaires montre bien que toutes les grandes religions monothéistes du monde – le judaïsme, le christianisme et l'islam – ont un patrimoine commun et partagent une multiplicité de valeurs universelles. Les dogmes fondamentaux de toutes les religions et de toutes les cultures sont essentiellement les mêmes. Ils prescrivent une paix indivisible, la dignité, l'honnêteté, l'égalité, l'harmonie, la tolérance, la coopération, l'engagement, la patience et la fortitude. Au cours de l'histoire, l'affrontement entre les religions et les cultures, lorsqu'il s'est produit, a été motivé par des intérêts politiques et économiques concurrents plutôt que par une incompatibilité entre des préceptes religieux fondamentaux.

Aujourd'hui aussi, les manifestations de l'incompréhension et des heurts entre les cultures et les civilisations ne sont pas le résultat de différends religieux, mais émanent de perspectives politiques

divergentes sur certaines questions importantes telles que les crises au Moyen-Orient.

Le monde d'après le 11 septembre 2001 a exacerbé la polarisation entre les communautés de confessions et de religions différentes. L'Occident a ses perceptions de l'islam, que d'aucuns dépeignent comme une religion qui propage le terrorisme et l'extrémisme et qui est déterminée à lutter contre les valeurs du monde occidental. L'image de l'islam est également déformée par le rôle de certains extrémistes religieux et politiques des deux camps.

Dans le monde musulman, il existe une conviction généralisée que l'Occident réprime délibérément ou autorise la répression des peuples musulmans en Palestine, en Iraq, au Cachemire et ailleurs. Et les populations ont le sentiment que la liberté d'expression est utilisée comme une arme de propagation et de projection d'insultes et de haine contre l'islam et ses symboles et personnalités sacrés.

L'islam ne menace pas la civilisation occidentale. C'est une religion de paix et de soumission. Il y a eu de nombreux exemples dans l'histoire où les musulmans, les chrétiens et les juifs, citoyens d'un même État, ont coexisté dans la paix. Aujourd'hui, les musulmans devraient également pouvoir vivre dans la fraternité et la liberté dans les pays occidentaux. Comme l'a dit l'historienne britannique Karen Armstrong : « Si nous voulons éviter une catastrophe, les mondes musulman et occidental devront non seulement apprendre à se tolérer, mais à s'apprécier mutuellement ».

Le Pakistan forme l'espoir que l'Alliance des civilisations lancée sous l'égide de l'ONU, pourra fournir le cadre organisationnel nécessaire à l'adoption d'une stratégie d'action globale aux niveaux national et international en faveur d'une compréhension et d'une coopération entre les religions et les cultures. Une telle stratégie devrait inclure les gouvernements, la société civile, les chefs religieux, le secteur privé, les médias et les organisations internationales.

Au niveau national, chaque pays devrait promouvoir des mesures visant expressément à contrer l'extrémisme au sein de sa société. Nous devons interdire les organisations extrémistes et la littérature incitant à la haine, empêcher le détournement des lieux de culte au profit de la promotion d'opinions extrémistes, interdire la diffamation et le dénigrement des religions et des personnalités religieuses sous le prétexte de la liberté d'expression, adopter des réformes appropriées des programmes éducatifs afin de

promouvoir une interprétation correcte des confessions et des religions différentes, engager le dialogue au sein de notre propre population afin de favoriser une meilleure compréhension de l'esprit et des valeurs véritables de sa propre foi, ainsi que des grandes religions, et adopter sciemment des politiques de protection des minorités religieuses.

Sur le plan international, un certain nombre de dispositions s'imposent, notamment des efforts sincères pour régler les principaux différends internationaux, en particulier lorsqu'ils sont associés à des tensions entre religions ou croyances; la promotion d'un développement socioéconomique équitable et la fin de l'exploitation des ressources naturelles des pays en développement; et la promotion d'une éducation universelle et multiculturelle, y compris une meilleure compréhension des autres religions et cultures. Dans cette optique, une initiative que l'on pourrait envisager serait de créer une école commune pour la formation des responsables et des diplomates de pays représentant les différentes croyances. Nous pourrions aussi encourager plus d'échanges intercivilisations et interreligieux, et plus de communication entre les États Membres, notamment par une utilisation judicieuse d'Internet et des autres technologies de l'information modernes. Enfin, dans certaines sociétés, où les migrations ont créé un mélange soudain de religions et de cultures, nous pourrions lancer des processus de sensibilisation qui encourageraient une intégration, une coexistence et une coopération pacifiques et progressives. Un premier pas dans ce sens pourrait être l'adoption de mesures de confiance aptes à vaincre la haine et les stéréotypes négatifs que l'on a parfois laissé s'installer.

L'existence de différences dans les sociétés, les cultures, les civilisations et les religions, et entre celles-ci n'est pas surprenante. Ces différences et cette diversité ne devraient pas être une source d'affrontement. Au contraire, comme il est dit dans le saint Coran, cette diversité ethnique n'existe que pour les besoins de l'identité.

Chacun d'entre nous est membre de la même famille humaine, avec la même espérance et les mêmes aspirations à une vie heureuse et constructive. Chaque être humain doit avoir le droit et la possibilité de réaliser cette espérance et ces aspirations selon ses propres valeurs et croyances, sans contrainte ni intervention. Car, comme le dit aussi le saint Coran, et comme nous, dans les pays d'Islam, le pensons, la foi d'un homme ne concerne que lui-même et Dieu tout-puissant.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Fiorenzo Stolfi, chef du Gouvernement et Ministre des affaires étrangères de la République de Saint-Marin.

M. Stolfi (Saint-Marin) (*parle en italien; texte anglais fourni par la délégation*) : Je voudrais, tout d'abord, exprimer mes plus sincères remerciements pour cette réunion de haut niveau, qui, parallèlement aux initiatives de nombreux organismes des Nations Unies sur la question de la diversité culturelle et de concert avec des projets comme l'Alliance des civilisations, appelle l'attention sur la nécessité urgente de promouvoir, dans nos sociétés, le renforcement du dialogue entre les cultures et les religions, et donc la nécessité d'un engagement de la part des institutions compétentes et de la société civile envers ce dialogue.

Cet engagement envers le renforcement du dialogue est de fait la condition indispensable pour surmonter la discorde et la méfiance et pour établir la confiance et renforcer la coopération à l'intérieur des pays et entre les peuples, ce qui, en retour, mènera à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

La République de Saint-Marin, qui a fait de la promotion du dialogue interreligieux et interculturel la principale priorité du programme de sa présidence du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, pendant six mois jusqu'en mai dernier, a organisé une conférence sur la dimension religieuse du dialogue interculturel, avec la participation de représentants diplomatiques et religieux, de chercheurs, et de représentants d'associations et de médias venant de toute l'Europe. À cette occasion, le représentant du Secrétaire général de l'ONU a souligné la nécessité urgente à l'heure actuelle de reconstruire les ponts et de prendre part à un dialogue interculturel constant et constructif qui soit propice à des valeurs communes et à des aspirations partagées.

De fait, le rôle que les croyants peuvent jouer paraît fondamental en ce sens qu'ils représentent les croyances et les idéaux profonds qui se retrouvent dans toutes les grandes traditions religieuses : la compassion, la solidarité, le respect de la vie et l'amour du prochain, tout en appelant leurs fidèles à traiter les autres comme ils voudraient être traités.

En outre, à cette occasion, le Livre blanc sur le dialogue interculturel a également été présenté. Ce document sera publié par le Conseil de l'Europe en 2008 – l'année précise que l'Union européenne a choisi

de consacrer au dialogue interculturel. Par ailleurs, le Conseil de l'Europe a confié à Saint-Marin la coordination de la première réunion annuelle consacrée à la dimension religieuse du dialogue interculturel qui doit se tenir, à titre expérimental, au printemps 2008, avec la participation des représentants des 47 États membres, ainsi que de représentants des religions et de la société civile.

Sur la base de cette expérience, mon pays estime qu'il est vraiment utile que les organisations internationales, entre les États, multiplient ces occasions de rencontre et de dialogue qui, d'une part, renforcent leur coopération face aux difficultés et aux possibilités nouvelles que présente la diversité culturelle et religieuse et, d'autre part, leur donnent de nouvelles idées, tout en dynamisant les activités menées par chacune d'entre elles.

Le dialogue, cependant, ne peut pas être séparé du respect. Les cultures et les religions, tant dans leur expression que dans leurs relations mutuelles, doivent respecter ces valeurs communes qui sont le fondement même de la coexistence au sein de la communauté internationale et de la coopération entre les peuples, à savoir le respect des droits de l'homme – qui sont universels, inaliénables et indivisibles – la démocratie, l'état de droit et le principe de justice.

C'est pourquoi, je partage les analyses, les préoccupations et les aspirations des représentants des pays et des gouvernements ici présents aujourd'hui. Je note la complexité des questions qui caractérisent de plus en plus souvent nos réalités nationales, engagés tous autant que nous sommes dans le processus de mondialisation, et qui donnent lieu à toutes sortes de revendications et de problèmes qui, bien souvent, appellent des réponses nouvelles et urgentes. Nous pensons que le dialogue peut être d'un secours décisif pour surmonter les peurs, le rejet des autres et l'émergence de la discrimination culturelle ou religieuse, le radicalisme et la violence. Le dialogue peut nous aider à respecter l'intégrité des personnes, et donc leur pratique d'une croyance ou d'un ensemble de valeurs culturelles, pratique qui, bien entendu, doit constituer un choix libre et conscient.

Par le dialogue, en effet, nous pouvons renforcer effectivement le contrat civil et social qui régit nos sociétés, en lançant un message de paix et de dignité commun aux diverses identités religieuses, tout en rejetant, dans le même temps, les utilisations dévoyées de la religion.

Sur le plan national, la participation et l'organisation de campagnes régulières sur des domaines d'intervention spécifiques des organisations internationales, et l'attention portée à certains thèmes, dont ceux qui intéressent l'ONU, peuvent être l'élément moteur d'une activité ancrée dans notre réalité nationale, et susceptible de s'étendre de manière percutante à différents groupes, notamment les jeunes, qui restent la cible principale de notre action.

Pour terminer, j'aimerais partager un vœu avec tous les participants à cette réunion. Une petite grotte a été creusée dans le rocher du Mont-Titan, là où est située la petite République millénaire de Saint-Marin. Cet espace est consacré à la méditation et à la prière et il est ouvert à tous, quelles que soient les convictions idéologiques ou religieuses de chacun. C'est un refuge pour la méditation et la paix qui, depuis des siècles, constituent les valeurs fondamentales de mon pays et l'objectif prioritaire de sa participation aux affaires internationales.

Mais cette petite caverne reflète le message grandiose et universel de l'Assemblée, et c'est en m'en inspirant que je fais sincèrement le vœu qu'avec l'appui de la coopération internationale et grâce à des moments importants comme celui-ci, la communauté internationale puisse vaincre l'hostilité dans les cœurs et les esprits et faire la place voulue à l'ouverture d'esprit, aux réunions et au dialogue, où les desseins constructifs propres à tous nos peuples s'uniront pour édifier un avenir de paix pour l'ensemble de l'humanité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Vartan Oskanian, Ministre des affaires étrangères de la République d'Arménie.

M. Oskanian (Arménie) (*parle en anglais*) : En tant que peuple ancien, qui a toujours fait tampon entre les empires dans une région sans cesse piétinée, les Arméniens sont des témoins vivants dont l'expérience peut profiter au dialogue entre les cultures et au sein de celles-ci. Nous participons à ces échanges internationaux depuis la nuit des temps. Aujourd'hui, en Arménie, nous sommes les partisans les plus fervents du dialogue, en particulier dans notre voisinage immédiat.

Notre géographie nous a obligés à jeter des ponts avec des peuples et des cultures différents des nôtres. Si nous avons un État indépendant aujourd'hui, c'est parce que nous avons réussi à toujours conserver notre identité dans l'interaction et les échanges avec les sociétés voisines.

Étant donné notre expérience, nous nous sentons obligés de rechercher constamment des modes non traditionnels d'aborder le problème fondamental de notre époque : vivre en paix dans une société pluraliste. Non seulement nous avons vécu dans une société pluraliste mais, du fait du génocide et de la dispersion, nous avons dû établir des foyers et des commerces dans presque tous les pays du monde. Cela a commencé lorsque les rescapés du génocide arménien ont été chaleureusement accueillis et intégrés dans le tissu du Moyen-Orient arabe. Les différences religieuses n'ont pas empêché l'inclusion. Notre diaspora, vivant comme elle l'a fait par delà les frontières, est devenue à la fois l'agent et le bénéficiaire d'échanges et d'un dialogue internationaux.

Ainsi, nous sommes les témoins vivants du fait que les différences religieuses et linguistiques ne se traduisent pas nécessairement en hostilité et en exclusion. C'est l'intolérance, de la forme la plus simple à la forme la plus complexe, et le rejet conséquent de la dignité humaine qui provoquent des ruptures au sein des sociétés et entre sociétés. À l'évidence, nous ne pouvons édifier la paix et surmonter la douleur et la destruction qu'en acceptant et en appliquant de façon authentique et universelle les droits de l'homme élémentaires et fondamentaux, qu'ils soient individuels ou collectifs.

Ces droits incluent entre autres le droit de déterminer son propre destin, de vivre en toute sécurité et à l'abri de l'oppression. La lutte de nos frères et sœurs au Haut-Karabakh est exactement cela : une lutte pour le droit de l'homme le plus élémentaire – le droit de vivre libre. Il ne s'agit pas d'une lutte contre la religion ou la culture de qui que ce soit. Derrière les efforts pour rechercher un appui dans cette lutte, en comptant sur la solidarité ethnique et religieuse, se cache l'universalité de leur revendication, à savoir que les peuples partout dans le monde, que ce soient les Arméniens du Haut-Karabakh, les Palestiniens ou le peuple du Darfour, tous méritent de vivre dans la liberté et la dignité.

En tant que sociétés ayant subi l'emprise d'opresseurs qui nous ont infligé douleur et souffrances, nous devons enseigner et nous appuyer sur les bienfaits moraux, éthiques, sociaux et politiques de la tolérance et de la coopération. Nous ne devons pas alimenter les craintes d'autrui ni l'exclusion. Les frustrations, les ressentiments, l'hostilité des victimes de la xénophobie et le racisme ne devraient pas être sous-estimés ni écartés. Les conséquences pour la

sécurité d'une colère contenue, les humiliations quotidiennes et le désespoir ne sauraient être exagérés. Nous devons tous nous en préoccuper, pour des raisons de principe autant que d'intérêt personnel bien compris.

Notre objectif est de parvenir à un pays et à un monde où les droits des individus et des groupes sont respectés, où chaque quartier et chaque communauté, chaque ville et chaque pays, chaque région et chaque continent sont des refuges pour tous ceux qui y vivent ou qui s'y rendent. La religion est utilisée pour déchirer les peuples, de même que les disparités économiques, les langues et l'idéologie. Mais la vérité contraire, frustrante et fascinante, est que la foi et l'humanité lient aussi les peuples.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Iftekhhar Ahmed Chowdhury, Conseiller pour les affaires étrangères du Bangladesh.

M. Chowdhury (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter le Président de la manière dont il dirige l'Assemblée générale et le débat d'aujourd'hui. J'applaudis aussi à l'enthousiasme du Secrétaire général à cet égard, et je le remercie de ses remarques liminaires stimulantes. Je félicite le Pakistan et les Philippines des initiatives qu'ils ont prises et que le Bangladesh appuie vivement.

L'ère actuelle de la mondialisation pose d'innombrables défis à relever. En même temps, elle crée des occasions de promouvoir la diversité culturelle. Les interactions entre États et autres acteurs ont sensiblement augmenté ces dix dernières années. Elles ont aussi élargi les possibilités de coopérer et de se compléter, ainsi que de satisfaire les intérêts mutuels. Elles ont augmenté la cohérence mais aussi les affrontements potentiels. Malheureusement, la méfiance, la suspicion, le préjugé et les perceptions erronées de « l'autre » continuent de persister. Les nouvelles manifestations d'intolérance à l'égard des groupes vulnérables, des minorités ethniques et religieuses, des immigrants, des réfugiés et des travailleurs migrants, sont en augmentation.

Nous avons été témoins de la prolifération de l'extrémisme et du racisme. Des millions de personnes ont été victimes d'un profilage religieux ou ethnique ou d'intolérance culturelle. Cette situation a été exploitée plus avant par certains groupes pour creuser le fossé entre les différentes religions et fois. L'intolérance religieuse et culturelle et le manque de respect sont fondés sur la notion erronée d'une

suprématie d'une religion ou d'une culture sur les autres. Cette attitude suscite la haine, la méfiance et l'exclusion. En fin de compte, elle aboutit à des disparités sociales, économiques et politiques et à une polarisation au sein de la société.

Nous sommes persuadés que la haine peut être vaincue par une éducation appropriée qui inculque une culture de la paix. L'éducation est aussi essentielle pour parvenir à une meilleure compréhension et à une plus grande harmonie. L'État a la responsabilité d'éliminer la haine et l'intolérance et de protéger les citoyens de la discrimination. L'édification d'institutions, la promulgation de lois appropriées et la culture du respect mutuel peuvent aider à établir une société où règnent l'harmonie religieuse et communautaire. La société civile, aux côtés du gouvernement, peut et doit jouer un rôle tout à fait crucial pour atteindre cet objectif. Les médias peuvent aussi apporter une contribution importante pour sensibiliser davantage le grand public à la discrimination et à l'intolérance, et promouvoir cette vérité que l'humanité est une valeur plus importante que toutes les autres.

La paix n'est pas simplement l'absence de la guerre. Ce n'est pas non plus l'absence de la violence et de l'insécurité. Une paix durable doit être accompagnée de progrès et de développement, c'est-à-dire l'élimination de la pauvreté, l'état de droit, l'adhésion aux principes démocratiques et au pluralisme, la diffusion d'une éducation appropriée, l'autonomisation des femmes, etc.

Dans ces conditions, le Bangladesh estime que la coopération internationale est primordiale pour installer la paix, la sécurité et le développement dans le monde. Nous insistons sur le fait que cette coopération doit reposer sur l'absence d'exclusion sociale, l'égalité, la dignité humaine et la justice. Il importe donc de promouvoir une meilleure compréhension entre les différentes religions, croyances et cultures. De même, il est souhaitable de promouvoir le respect universel des cultures et des religions par tous et pour tous. L'ONU peut jouer un rôle catalyseur dans cette noble entreprise.

La tâche qui nous attend consiste à transformer en force unificatrice la diversité des cultures, des religions, des traditions et des coutumes. Cette force permettrait de juguler la prolifération des conflits civils à caractère religieux et ethnique. Elle permettrait également de dissiper le sentiment d'insécurité et de peur. Enfin, elle concourrait au passage d'une culture de la guerre à une culture de la paix dans le monde. En

effet, chaque année à l'Assemblée générale, le Bangladesh propose un projet de résolution sur la culture de la paix, qui est approuvé par la grande majorité des États membres. Nous en présenterons un nouveau au cours de cette session dans l'espoir qu'il recueille un soutien tout aussi vaste.

Le Bangladesh a toujours tenu un rôle notable dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. En tant que grand pays fournisseur de contingents, nous apportons une contribution indéfectible aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Compte tenu de l'expansion des mandats des opérations de maintien de la paix, les tâches de consolidation de la paix – qui couvrent un grand nombre des points dont il est question aujourd'hui – occupent désormais une place de premier plan dans les situations d'après-conflit. Nous pensons que la promotion de la tolérance et de la diversité culturelle peut contribuer à résorber de façon notable l'ampleur des conflits et de la criminalité. Nous insistons également sur la nécessité d'intégrer la culture de la paix dans les activités opérationnelles de la Commission de consolidation de la paix. Dans notre propre pays, le Bangladesh, les fidèles de différentes confessions vivent dans l'harmonie et la sérénité, car nous avons su inculquer à notre population le principe de la tolérance et le respect de la diversité.

Les grandes religions et confessions du monde professent et défendent des valeurs identiques : le caractère sacré de la vie humaine, la paix, la justice et la tolérance. Est-ce trop demander à l'humanité que de s'y conformer? Je ne le pense pas. Tout à l'heure, Monsieur le Président, vous avez cité Dante Alighieri, ce grand auteur italien de la Renaissance. Mais un autre grand poète a également dit, avec raison : il faut vouloir saisir plus qu'on ne peut étreindre; sinon, pourquoi le Ciel?

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre de la culture et des chefferies du Ghana, S. E. M. S. K. Boafo.

M. Boafo (Ghana) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un privilège que de participer à cette très importante séance consacrée au dialogue de haut niveau sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix. À l'heure de la mondialisation, les nations doivent toutes s'évertuer à vivre ensemble dans la paix. On ne saurait donc sous-estimer l'importance d'un tel dialogue sur des questions primordiales pour la paix.

Les sociétés modernes pluralistes soucieuses de garantir la paix et de préserver le bien-être de leurs citoyens ne peuvent se permettre le monologue ou le fondamentalisme culturel et religieux. En cette ère de progrès technologiques, où la distance entre les continents est devenue dérisoire et la population de nombreux pays multinationale et pluriethnique, aucune société démocratique ne saurait se développer si elle ne permet pas d'harmoniser les valeurs et les principes de tous les groupes culturels et religieux.

Il existe des valeurs et des principes universels, propres à toutes les civilisations – occidentales, européennes, asiatiques ou africaines – qui créent un sentiment d'appartenance communautaire. Ces valeurs et principes mettent en avant des vérités fondamentales et les normes de conduite qui constituent le ciment de la cohésion sociale et des efforts collectifs. Tout dialogue doit donc mettre l'accent sur l'importance des valeurs communes qui donnent un sens à la vie et forgent les identités. Il doit également favoriser le respect d'autrui ainsi que reconnaître et défendre la diversité.

Face aux grandes mutations sociales et économiques généralement imputées aux effets de la mondialisation, il est capital de promouvoir et d'inculquer en permanence les principes de la déontologie et des droits de l'homme. J'ai d'ailleurs le grand plaisir d'informer l'Assemblée générale que les droits de l'homme sont consacrés dans le préambule de la Constitution du Ghana, qui date de 1992.

Les échanges entre les cultures et les religions permettent aux sociétés de se livrer à une introspection et de mieux se comprendre mutuellement. Cette interaction doit par conséquent être un élément et une condition à part entière du progrès social et de la consolidation de la paix. Le présent Dialogue de haut niveau sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix arrive à point nommé pour chacun d'entre nous, particulièrement pour notre région, qui est en proie aux conflits interethniques, interculturels et interconfessionnels. Nous espérons que ce dialogue aidera les pays concernés à trouver des solutions durables et à mieux cerner les problèmes.

Après avoir exprimé l'adhésion de mon pays à ce dialogue, j'aimerais à présent exposer certains faits à l'origine de la coexistence pacifique et de l'harmonie entre les différentes cultures et religions au Ghana. Nous y sommes parvenus en promouvant des valeurs, des comportements et des politiques fondées sur le

respect mutuel, la compréhension et la non-discrimination à caractère ethnique, religieux ou culturel.

La diversité de notre culture trouve ses racines dans l'institution de la chefferie, fondamentale pour la consolidation de la paix et l'action gouvernementale en faveur de la paix communautaire. Nos chefs s'intéressent au sort de tout un chacun, indépendamment de sa foi, culture et origine. En outre, nos valeurs traditionnelles tendent à protéger et sauvegarder l'environnement et offrent parfois des solutions aux conflits.

Au Ghana, toutes les institutions religieuses travaillent en tandem avec le Gouvernement à l'instauration d'un cadre de paix au bénéfice de la population. Les structures de communication, gouvernementales ou privées, sont à la libre disposition des différentes confessions et cultures.

Bien que pluriculturel, le Ghana se montre toujours uni dans la diversité. Par conséquent, le Gouvernement n'a guère à intervenir pour régler d'éventuels conflits entre les cultures et les religions, dénominateurs communs de nos vies. La culture et la religion se confondent tant que la démarcation est difficile à cerner. Par exemple, la musique, les tambours et la danse traditionnels sont communs à toutes nos églises, pour la plupart d'origine occidentale. Il appartient à tous les pays, en particulier à ceux qui rencontrent des problèmes du fait de leur nature multiconfessionnelle et multiculturelle, de profiter des enseignements offerts par les autres régions et pays qui parviennent à gérer la question des religions aux plans culturel et géographique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre de la culture et Ministre des affaires étrangères et de l'immigration du Liban, S. E. M. Tarek Mitri.

M. Mitri (Liban) (*parle en arabe*) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter de votre accession à ces hautes fonctions. Je voudrais également exprimer ma reconnaissance au Secrétaire général et à votre prédécesseur, M^{me} Haya Rashed Al-Khalifa. Mes remerciements s'adressent aussi aux délégations du Pakistan et des Philippines pour tous leurs efforts.

L'intérêt croît pour la question qui nous réunit – comme en témoignent les initiatives de plus en plus nombreuses – en raison des problèmes qui surgissent

dans les relations entre les nations ainsi qu'en raison des dangers et des craintes suscités par l'ignorance lorsque des politiques manipulent les symboles religieux, les émotions et autres spécificités culturelles dans le cadre d'une lutte pour le pouvoir. Ces politiques, de par leur extrémisme, nous poussent à nous rattacher à notre identité, à l'individualisme et à ressentir de l'hostilité envers autrui, qu'il soit proche ou loin de nous.

L'intérêt de la communauté internationale pour le dialogue s'est intensifié du fait des inquiétudes apparues suite à de nouveaux phénomènes ou à des phénomènes renouvelés caractérisés par la violence confessionnelle et ethnique, le terrorisme, l'intimidation et la désinformation, telle par exemple celle qui vise à porter atteinte à la réputation et à la dignité d'autrui. Des efforts ont été faits pour améliorer la compréhension, toutefois ceux-ci ne devraient pas être le propre des élites, mais le propre d'une société dans son ensemble. Ce problème doit être traité d'urgence et non à plus longue échéance.

Au cours des deux dernières décennies, et sur fond de tension et d'affrontement, plusieurs tentatives ont été faites pour faire face au fanatisme et à l'extrémisme et parvenir à un règlement pacifique des conflits. Cette demande accrue de dialogue entre les intellectuels et les fidèles des différentes religions nous pousse aussi à nous interroger sur le réalisme des nombreuses promesses qui sont faites. Nous devons donc encourager ces initiatives de deux points de vue : leur crédibilité et leur efficacité. La crédibilité ne se mesure pas seulement à l'aune des bonnes intentions, mais aussi à celle de la capacité de tenir parole et de susciter le respect du plus grand nombre. L'efficacité, quant à elle, ne veut pas dire obtenir des changements immédiats, mais plutôt avoir un effet tangible sur les mentalités, les sentiments et les comportements et, indirectement, sur l'évolution des relations et des événements.

Nous devons également être plus précis dans la définition des objectifs de ce dialogue, de manière à mettre en relief sa valeur et à nous entendre sur ses règles. Dialogue, comme culture et religion, a bien des significations, ce qui a pour résultat de multiplier les efforts entrepris sans aucune coordination et, parfois, dans des directions opposées. Ces questions sont présentes au Liban, et ce, parce que nous posons le dialogue au niveau de notre conscience nationale. Le message de notre pays est que nous attachons une grande importance au dialogue, même si nous ne parvenons pas toujours à renforcer la confiance des

Libanais quant à ses capacités de renforcer le sens de la citoyenneté, l'égalité, le respect de la diversité, et la coexistence, qui sont mentionnés à plusieurs reprises dans notre Constitution.

En cette ère de divisions et de tensions politiques et confessionnelles, quelles qu'en soient les raisons, nous sommes confrontés aux défis posés par le dialogue de la vie. Ces défis nous placent devant la difficulté de préserver notre unité et notre diversité. Veiller à maintenir l'unité dans les domaines de la culture et de la politique peut mettre en péril la richesse de notre diversité et notre capacité à tirer parti de cette richesse. La crainte existe parfois que cette diversité ne menace notre identité et notre allégeance nationales, ce qui se traduit par des réactions hostiles. Nous devons donc toujours choisir la voie du dialogue, qui fait parfois défaut dans les situations d'affrontement.

Le dialogue n'est pas la recherche d'un accord à n'importe quel prix. Il suppose d'accepter et d'admettre la différence, et de la replacer dans son contexte sans la minimiser ni l'exagérer. Le dialogue ne prétend pas éliminer la rivalité ou l'affrontement, mais il propose un moyen d'organiser ces éléments sans tomber dans le piège d'un processus de négociation sans fin. La négociation est limitée par les rapports de force. Le dialogue, quant à lui, contribue à modifier, voire parfois à restructurer, ces rapports en plaçant les parties sur un pied d'égalité. Le dialogue ouvre les portes que l'on ferme quand on réduit les personnes à une seule catégorie, à un seul moule et à une seule identité, alors que les identités sont en fait interdépendantes et variées.

Au Liban et dans d'autres pays, l'idée est apparue que les groupes religieux et culturels ont des caractéristiques spécifiques mais une personnalité harmonieuse. Les individus ont ainsi une image embellie de leur communauté comparée aux autres, et par conséquent le fait qu'autrui est différent apparaît comme un point faible ou comme un défaut. L'essence du groupe est personnifiée dans l'individu, ce qui justifie une moindre responsabilité lorsque des actes répréhensibles sont commis par des coreligionnaires ou des concitoyens, même si ces personnes vivent très loin de nous. C'est ainsi que la violence, réelle ou symbolique, se propage. Des conflits lointains peuvent ainsi affecter les relations entre voisins. Plusieurs pays, dont le mien, sont confrontés à ce danger, ce qui sert des intérêts politiques extérieurs et va à l'encontre de l'intérêt général de la communauté nationale. Notre expérience nous a enseigné que le dialogue est à la fois crédible et efficace et qu'il est capable de promouvoir

l'autonomie des personnes, surtout en des temps difficiles de mobilisation idéologique. Le dialogue nous permet de tourner le dos à l'intimidation et de trouver un autre moyen possible de rapprocher des vues divergentes. Le dialogue nous permet d'éteindre les feux allumés par différents conflits.

L'ONU et ses organismes ont lancé toute une série d'initiatives et de programmes, conformément à la décision de l'Assemblée générale prise l'an dernier. Nous nous efforçons d'élargir le cercle des participants à ces échanges de vues et d'encourager le dialogue et la compréhension. Mais nous ne devons pas nous arrêter là. Le dialogue représente véritablement un langage, une culture et un modèle de communication. Il n'est pas limité aux intellectuels et aux dignitaires religieux; il nous concerne tous, en particulier les médias et le personnel politique. Ces derniers dans leurs discours, dans leurs articles ou dans l'image qu'ils projettent privilégient souvent le sensationnel et tombent dans la généralisation au lieu d'expliquer et de fournir des détails.

Pour de nombreuses personnes, en particulier celles qui vivent dans des sociétés diverses, le dialogue véritable et efficace demeure la solution de remplacement au choc des ignorances, qui trace des frontières sanglantes entre les religions, les cultures et les pays. L'ONU a compris l'enjeu de ce problème et le fait que, lorsque l'on traite des valeurs religieuses, morales et culturelles, nous sommes tous confrontés à ces nouveaux défis. Nous devons nous rappeler qu'en choisissant la culture du dialogue, nous respectons la Charte des Nations Unies.

Je voudrais terminer mon intervention en insistant sur la relation étroite qui unit le Liban à l'ONU et qui fait que cette dernière n'oublie pas notre pays et lui accorde tout son intérêt en l'aidant à défendre sa liberté, son indépendance et sa stabilité. Ainsi le Liban pourra rester fidèle à son rôle de témoin de la richesse et de la vitalité de ce dialogue entre les religions et les cultures.

Le Président (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole à S. E. M. Nitya Pibulsonggram, Ministre des affaires étrangères de la Thaïlande.

M. Pibulsonggram (Thaïlande) (*parle en anglais*): Il y a 62 ans, nos prédécesseurs, guidés par leur aspiration commune à sauver les générations à venir du fléau de la guerre, ont créé cette institution, l'Organisation des Nations Unies, sur la base d'une même foi; la foi dans la capacité de l'humanité de

réglér ses différends de manière pacifique. Cette foi repose essentiellement sur la conviction suivante: les différences, qu'elles soient d'idées ou de valeurs, de systèmes politiques ou d'héritages culturels, ne font pas obstacle à la coopération; elles ne doivent pas être craintes, mais plutôt célébrées; et elles reflètent la grande diversité de l'humanité, de la civilisation et de l'histoire. Notre Organisation des Nations Unies a été fondée pour promouvoir le respect de cette diversité entre nations, pour promouvoir la coopération entre les pays, malgré les différences, pour le progrès de l'humanité dans son ensemble.

Aujourd'hui, cette organisation – et même plus largement notre génération – est confrontée à un vaste défi: la montée d'une culture d'intolérance et d'extrémisme, de manque de respect et de violence. Certains perçoivent ce phénomène comme n'étant pas moins qu'une imminente lutte des civilisations. Mais, quelle que soit l'appellation qu'on lui donne, il s'agit de l'antithèse même de ce que représente l'ONU, parce que ce phénomène s'oppose à la notion même de respect de la diversité de l'humanité. Nous ne pouvons pas permettre qu'il s'impose.

Il y a de nombreuses causes à cette montée de l'intolérance et à cette diminution du respect mutuel, allant d'un sentiment d'injustice à des malentendus ou à une mauvaise communication. Très souvent, cette intolérance, cette violence, sont propagées par un petit nombre d'individus qui induisent en erreur le plus grand nombre pour leur nuire, voire pour nuire à tous. Pour certains, il s'agit de donner à un problème l'apparence d'un conflit religieux alors qu'en réalité il n'y en a pas. C'est en effet ce que certains tentent de faire dans mon propre pays, la Thaïlande, et ils ont complètement échoué. Personne ne leur accorde le moindre crédit.

Ce type d'intolérance, quelle qu'en soit la cause, risque, si l'on ne s'y oppose pas, d'exacerber les malentendus. Cela peut aboutir à la méfiance, à des désaccords et, bien entendu, à des conflits. Nous ne pouvons pas permettre que ce scénario voie le jour.

C'est pour toutes ces raisons et d'autres encore que la tenue de ce Dialogue de haut niveau sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix est nécessaire et tombe à point nommé. Je tiens ici à saluer le rôle clef joué par les Philippines et le Pakistan pour que cette importante rencontre ait lieu, car c'est maintenant qu'il faut agir. Il est temps que la majorité modérée, que ceux qui

croient en la tolérance et au respect de la diversité, s'expriment haut et fort et agissent.

La question qui nous occupe est de savoir quel est le meilleur moyen de le faire. Comment passons-nous des nobles idées à l'action concrète? Par quels moyens pratiques pouvons-nous promouvoir un plus grand respect de la diversité culturelle et de la tolérance dans nos sociétés et entre sociétés? Comment pouvons-nous inculquer une culture de paix dans nos pays et dans le monde entier?

Nous devons nous-mêmes faire le premier pas, dans nos propres pays et dans nos régions respectives. Dans le royaume de Thaïlande, notre nouvelle Constitution continue de protéger et promouvoir les libertés religieuses, notre Souverain ayant le titre de Défenseur de tous les croyants. Le dialogue œcuménique est organisé par les responsables religieux locaux pour régler les problèmes communs qui touchent les fidèles de différentes confessions au sein d'une même communauté – des problèmes comme la dégradation de l'environnement, par exemple.

Dans notre région de l'Asie du Sud-Est, nous avons des pays majoritairement musulmans, chrétiens et bouddhistes, qui travaillent tous de concert pour bâtir une communauté de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est au sein de laquelle la diversité est perçue comme une source de vigueur. Chaque nation, chaque région, va identifier ses propres moyens les plus efficaces de promouvoir la tolérance et le respect de la diversité, d'une façon qui touche les populations au niveau local. Cela n'est pas quelque chose qui peut être imposé de l'extérieur, et sûrement pas par l'ONU; mais c'est une tendance qui peut être encouragée, parce que la tolérance et le respect de la diversité sont des valeurs universelles, qui sont bénéfiques pour tous et ne nuisent à personne – hormis ceux qui ont quelque chose à y perdre, comme les extrémistes.

La deuxième étape consiste à identifier des groupes cibles essentiels et à définir les instruments clefs qui aideront à accélérer la dynamique d'appui à une culture de paix et de tolérance. En l'espèce, je suis convaincu que le groupe cible clef est la jeunesse et que l'instrument clef est l'éducation – une éducation qui inculque la tolérance et le respect des valeurs d'autres cultures et d'autres confessions; avec des programmes scolaires incitant les élèves à comprendre des cultures différentes de la leur tout en les encourageant à être fiers de leur propre patrimoine; et avec des programmes d'échange qui permettent aux

jeunes de rencontrer des personnes d'autres cultures et d'autres traditions religieuses, que ce soit dans leur pays ou à l'étranger.

Nous avons tenté de mettre en pratique ces outils dans notre pays. Un nouveau module présentant toutes les religions de la Thaïlande est en cours d'élaboration, en vue de renforcer la tolérance dans notre société pluraliste. Des programmes d'échange destinés à faire séjourner des jeunes au sein d'une communauté pratiquant une religion autre que la leur sont en préparation.

La troisième étape consiste à coordonner et consolider au niveau mondial nos divers efforts visant à promouvoir respect de la diversité et tolérance. De nombreuses initiatives importantes sont en cours à cet égard, chacune apportant une valeur ajoutée considérable. Mais il sera toujours utile de veiller à éviter les doubles emplois.

La résolution 61/221 de l'Assemblée générale sur cette question, dont la Thaïlande était coauteur, priait le Secrétaire général d'assurer un suivi systématique de toutes les initiatives de ce type au sein du système des Nations Unies. Dans son rapport daté du 25 septembre 2007 (A/62/337), le Secrétaire général a fait un premier pas important, en dressant l'inventaire des activités entreprises au titre de ces initiatives, y compris les importantes contributions de l'UNESCO. La suite de ces efforts pourrait aussi comprendre une liaison avec des initiatives semblables à l'extérieur du système des Nations Unies, notamment des initiatives régionales et interrégionales.

Il ne saurait y avoir de paix durable pour l'humanité si on laisse s'installer et s'approfondir des clivages entre cultures ou entre civilisations. Il ne saurait y avoir de progrès durable pour l'humanité si la confiance et la tolérance se voient réduites à la portion congrue par l'incompréhension et la haine; car la menace de l'intolérance religieuse et les risques de conflit entre les cultures peuvent naître non seulement entre civilisations et entre pays, mais aussi au sein des nations et des sociétés. Ce type d'intolérance, ce type de conflit sont inacceptables, que ce soit entre pays ou à l'intérieur des nations.

C'est donc à nous, hommes et femmes de bonne volonté, qu'il appartient de veiller à ce qu'une culture de paix et une culture de la tolérance s'imposent et s'épanouissent. C'est à nous, États Membres de l'ONU, qu'il appartient de veiller à ce qu'une valeur fondamentale de cette Organisation – le respect de la

diversité – soit préservée et maintenue. Car ce n'est qu'en faisant appel à la bonne volonté entre nations, à la compréhension entre les peuples et à l'action concertée entre les États Membres, toujours sur la base du respect mutuel, que nous pourrions être sûrs que la menace de l'intolérance et de l'extrémisme sera surmontée.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Sven Alkalaj, Ministre des affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine.

M. Alkalaj (Bosnie-Herzégovine) (*parle en anglais*) : C'est un grand plaisir et un grand honneur pour moi de me trouver ici avec vous aujourd'hui, et je saisis cette occasion pour exprimer ma sincère gratitude au Président de l'Assemblée générale des Nations Unies et aux Gouvernements des Philippines et du Pakistan d'avoir organisé la présente session sur un sujet aussi important.

Dialogue, respect et coexistence sont les trois mots clefs d'un monde meilleur et d'un avenir durable, grâce auxquels la réconciliation permettra de mettre un terme aux conflits et de surmonter la mentalité du « nous contre eux », donnant naissance à un monde de tolérance, de paix et de véritable prospérité. De toute la palette de cultures et de peuples de par le monde à tout l'éventail de religions et d'attitudes que l'on rencontre sur notre planète en passant par la multiplicité extraordinaire du monde naturel, nous dépendons de la diversité.

La diversité est le véritable piment de nos vies et elle est devenue un facteur très recherché, mais en même temps très redouté. Accepter notre destinée commune en tant qu'êtres humains peut nous aider à surmonter la mentalité du « nous contre eux ». Unité et diversité doivent être notre objectif commun.

Mais comment pouvons-nous atteindre cet objectif? L'ONU a fourni une excellente enceinte pour les échanges de vues sur la façon d'atteindre cet objectif. Du fait des activités constantes de ses organes principaux et de nombreuses initiatives, l'ONU fournit des lignes directrices et un élan supplémentaire aux États Membres, en les encourageant à promouvoir, dans leurs activités et efforts, la tolérance et la compréhension, ainsi que le respect universel de la diversité religieuse et culturelle.

Le dialogue entre les civilisations, les cultures et les religions peut considérablement aider à prévenir les conflits aux niveaux international, national et local, en

réduisant les malentendus et la méfiance et en jetant les bases d'un règlement non violent des conflits. Il peut aussi aider considérablement à résoudre les problèmes politiques, sociaux et économiques actuels et futurs, en encourageant les peuples à partager leurs expériences, leurs connaissances, la confiance, ainsi que toutes les belles expressions et le contenu du véritable piment de notre vie, la diversité.

Le besoin de dialogue entre les cultures et les religions est devenu une réalité quotidienne. Le respect de tout ce qui est différent de nous-mêmes et de notre propre système de valeurs peut aider à comprendre ces différences, ainsi que la vision de l'avenir d'autres peuples, leurs croyances profondes et la teneur de leur vie. Les valeurs et points de vue véhiculés par la civilisation, la culture, la religion et le système d'un certain groupe ne doivent pas être considérés comme absolus et universels. Ce n'est que lorsque cette position sera adoptée que nous pourrions réellement être certains que les bases d'un dialogue auront été jetées et que nous pourrions espérer vivre dans un monde meilleur à l'abri de la violence.

Chaque jour, dans le monde entier, des individus, issus de différents milieux ethniques et religieux, travaillent, apprennent et vivent ensemble. Cet environnement donne une place importante à la tolérance et fait apprécier la diversité.

La Bosnie-Herzégovine est l'un de ces lieux. Carrefour entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, elle ressemble à un monde en miniature. Chrétienté, islam et judaïsme sont réunis en Bosnie-Herzégovine. Nous sommes presque une passerelle entre les civilisations. C'est ici que la rationalité occidentale rencontre la sensibilité orientale, faisant de la Bosnie-Herzégovine une communauté si fascinante et vibrante.

Pendant des siècles, en Bosnie-Herzégovine, les individus, qu'ils soient musulmans, juifs ou chrétiens, ont non seulement vécu côte à côte, mais les uns avec les autres. On peut trouver énormément de preuves de cette coexistence à chaque pas que nous faisons en Bosnie-Herzégovine : dans sa culture, dans sa littérature, dans son architecture, partout. Dans notre capital, Sarajevo, on peut trouver dans un rayon de 200 mètres une synagogue, une mosquée et des églises catholiques et orthodoxes, qui s'élèvent les unes à côté des autres depuis le XV^e siècle, s'appuyant presque les unes sur les autres et se soutenant les unes les autres, n'étant d'aucune façon gênées les unes par les autres.

Ce riche héritage culturel en Bosnie-Herzégovine, avec sa diversité de cultures, de religions et de peuples, enrichit en fait nos vies. Les enfants grandissent en prenant conscience des différences, mais leurs amis et voisins leur enseignent la tolérance et le respect, leçon qui s'est transmise de génération en génération.

Il est important d'inculquer ces mêmes valeurs aux enfants du monde entier. Ils sont l'avenir, et leur enseigner à être tolérants et respectueux et à apprécier les cultures et les religions s'avérera aussi important que de leur apprendre à écrire et à calculer. Mais il ne servira à rien d'éduquer nos enfants en ce sens, si nous ne montrons pas l'exemple.

Beaucoup prêchent la tolérance et le respect, mais prêcher n'est pas suffisant. Nous devons passer à l'étape suivante et appliquer ce que nous prêchons. Les groupes religieux et les autorités religieuses de par le monde ont un devoir très important en matière de coopération interreligieuse et interculturelle. Nous aurons pleinement tiré parti de toutes les possibilités du dialogue interreligieux, utilisé comme moyen de communication interculturelle, lorsqu'un prêtre dans une église, un imam dans une mosquée et un rabbin dans une synagogue se parleront et travailleront ensemble, transmettant un message commun, un message de tolérance, de respect et de compréhension mutuelle.

Les communautés religieuses possèdent un immense potentiel en tant que force positive au service de la paix et de la tolérance, en faisant clairement comprendre que si une foi est attaquée, toutes les fois le sont. Cette collaboration et ce dialogue basés sur le respect mutuel constituent des instruments essentiels pour améliorer les relations et la coopération entre les peuples et les pays.

Aujourd'hui, plus que jamais, la population de Bosnie-Herzégovine sait que l'avenir ne sera pas prospère sans véritables réconciliation, tolérance, respect et compréhension mutuels. Avec son expérience et son histoire, la Bosnie-Herzégovine peut pleinement contribuer à un dialogue entre cultures et religions. Sur le plan international, la Bosnie-Herzégovine est très fière de son Conseil interreligieux et de ses prodigieuses possibilités pour l'avenir. Magnifique instance favorisant la coopération, la collaboration et le dialogue, cet organe interreligieux, avec les communautés religieuses, peut nous aider à vivre ensemble de façon pacifique et constructive dans un monde multiculturel.

La Bosnie-Herzégovine a atteint nombre de ses objectifs. Nous sommes résolus à les atteindre tous. Nous nous efforçons de construire une société digne de louanges, défendant les normes éthiques les plus élevées, basées sur le dialogue, la compréhension et l'acceptation de l'autre. Nous sommes armés de courage pour affronter les différences et les diversités des autres. Nous encourageons la coopération interreligieuse et interculturelle, nous collaborons pour la paix.

Il est nécessaire et important de partager et d'examiner les points de vue sur ces questions, mais ce n'est malheureusement pas suffisant. Il est indispensable de recevoir dès le plus jeune âge une éducation en ce sens pour améliorer la vie et l'avenir. Il semble que notre plus grand défi soit d'éduquer une nouvelle génération capable de donner naissance à un nouvel esprit, qui accepte et respecte la diversité, capable d'accepter plutôt que de rejeter, de pardonner plutôt que de haïr.

Nous savons tous qu'il a toujours été facile de mettre en avant les différences qui nous séparent. Cependant, nous devons nous concentrer sur ce que nous avons en commun et prendre conscience que nous sommes liés par ces éléments communs. Ensuite, s'agissant de nos différences, nous pouvons apprendre qu'elles ne constituent pas des obstacles dans nos vies, mais plutôt des motifs de s'apprécier. Nous ne devons pas seulement respecter nos différences, mais nous devons apprendre comment les utiliser, comment apprendre les uns des autres et comment apprécier ce qui nous différencie.

Le temps est venu d'aller au-delà de la tolérance. Nous ne devons pas endurer la diversité, mais plutôt, en tant que société, nous engager activement dans cette diversité tous les jours.

Le Président (parle en anglais) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Augustin Komoe, Ministre de la culture et de la francophonie de la Côte d'Ivoire.

M. Komoe (Côte d'Ivoire) : C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant cette Assemblée pour débattre de la compréhension entre les religions et les cultures et de la coopération pour la paix.

Ce thème revêt une grande importance pour mon pays, la Côte d'Ivoire, qui est un État-nation de l'Afrique occidentale situé sur le golfe de Guinée. Avec une superficie de 322 000 kilomètres carrés, la Côte d'Ivoire constitue une mosaïque ethnique, car on y

dénombrer plus de 60 ethnies différentes, qu'on peut regrouper en quatre grands groupes. Avec une population de 16 millions, la Côte d'Ivoire accueille sur son sol entre quatre et cinq millions d'étrangers, soit au moins le tiers de sa population, un cas presque unique au monde.

Sur le plan linguistique, le pays offre une aussi grande diversité : on y dénombre quelque 70 langues, même si la langue officielle et la langue d'enseignement sont le français.

Sur le plan religieux, la Côte d'Ivoire offre au monde un modèle de syncrétisme et de coexistence interconfessionnelle pacifique. Il n'existe pas de religion majoritaire en Côte d'Ivoire. En effet, plus du tiers des Ivoiriens adhèrent à l'islam, 22 % au christianisme et 17 % de la population sont demeurés fidèles aux religions traditionnelles ou non révélées, qui imprègnent plus ou moins les autres croyances. Enfin, 17 % des Ivoiriens ont opté pour d'autres confessions religieuses.

À ce jour, la cohabitation entre ces différentes religions n'a suscité aucun conflit majeur, chaque citoyen vivant sa foi dans la stricte observance de la liberté de culte et la laïcité de l'État. Qui plus est, la devise et l'hymne de la Côte d'Ivoire consacrent les vertus du travail, de la discipline, de l'union et de l'hospitalité.

Il en va de même de sa Constitution, qui souligne avec force le respect des libertés et la nécessité d'une vie citoyenne sous-tendue par la démocratie. En outre, comment passer sous silence les alliances interethniques, véritable ciment social, qui sont des pactes entre des peuples et des groupes ethniques? Lorsque ces alliances ont lieu dans un cadre familial, on parle de parenté à plaisanterie. Ces accords sont un contrat social scellé entre les communautés impliquées.

Il apparaît donc que la nation en construction résorbe progressivement son lourd tribut de cloisonnements dressés par le passé. Le patrimoine culturel riche et diversifié engage les citoyens à une appropriation de leurs us et coutumes pour mieux participer au dialogue des cultures et à l'affirmation de l'exception culturelle ivoirienne.

La crise militaro-politique dont la Côte d'Ivoire sort progressivement mais résolument, a permis de réaffirmer l'importance de la solidarité à l'échelle nationale, régionale et mondiale. En effet, la Communauté économique des États de l'Afrique de

l'Ouest, l'Union économique et monétaire ouest-africaine et l'ONU ont accompagné les Ivoiriens tout au long de la crise sociale qui aurait pu prendre des formes irrémédiables, contribuant ainsi avantageusement à en circonscrire les effets néfastes. Mieux, l'attitude de l'ONU face à l'Accord de Ouagadougou, ainsi que les résultats probants enregistrés dénotent la nécessité d'aider au règlement des conflits en restant attentif aux besoins fondamentaux des acteurs.

La crise ivoirienne, tant par sa problématique que par son processus de résorption, est un exemple patent du caractère consubstantiel et incompressible de l'exception culturelle et du dialogue des cultures dans la quête de la paix et du développement durable par la coopération multilatérale. C'est pourquoi la Côte d'Ivoire se félicite d'avoir ratifié et de s'être approprié les conventions et protocoles d'accord à même de donner au monde l'armature pertinente indispensable à sa pérennisation.

La Côte d'Ivoire veut également par devoir de mémoire inviter tous les peuples à se convaincre du fait que la culture des dispositions humaines ne se réduit pas à des usages. Par leurs dimensions identitaire et économique, les produits culturels expriment la vitalité créatrice des peuples, contribuent à la conscience démocratique et à la cohésion sociale. C'est pourquoi tous ceux qui recourent à la violence, parfois au nom de la religion, travestissent gravement le message de celle-ci. Il nous faut sortir de cette spirale de méfiance, d'intolérance et de violence, et restaurer les religions dans leur fonction éthique. En outre, si des personnes différentes, culturellement ou sur le plan de la foi, dépassaient leur méfiance pour échanger sur les valeurs humaines mutuelles, elles découvriraient à quel point elles partagent et vivent des valeurs communes.

La Côte d'Ivoire est composée de communautés distinctes possédant chacune des caractéristiques culturelles exclusives. De fait, le sentiment d'appartenance et d'identité culturelle du citoyen est à bien des égards fonction de la mesure dans laquelle les caractéristiques culturelles de sa propre communauté et celles des autres communautés qui l'entourent lui sont familières.

C'est pourquoi la politique gouvernementale contribue à familiariser l'individu avec les caractéristiques de la société dont il fait partie et, ce faisant, affermit son sentiment d'appartenance et d'identité culturelle. En lien avec cette disposition, le Ministère de la culture a pour mission, entre autres, de

favoriser la création, la diffusion et la conservation de la production culturelle et l'accès à cette production sur l'étendue du territoire national, et de réfléchir aux questions sur lesquelles la société doit se pencher pour mieux se connaître.

C'est, du reste, à cette condition que la manière d'être, de faire, de parler et de penser des Ivoiriens formera un ensemble, un système relativement stable et ouvert, susceptible de se conserver et de se transmettre au fil des générations, tout en se bonifiant des apports extérieurs.

Cette approche intègre la pluralité et la mobilité qui caractérisent les éléments qui composent les cultures. Au-delà de la diversité des mœurs et du dialogue nécessaire des cultures, le concept, l'élément de la culture est inhérent à l'humain. Les langues diffèrent, et avec elles les manières de symboliser, de conceptualiser et de théoriser. Les formes du travail et de la production diffèrent également dans le temps et dans l'espace. Enfin, les institutions juridiques, morales et politiques varient elles aussi.

C'est la raison pour laquelle la culture n'est pas qu'une donnée éthique. Elle est un fait humain fondamental, par le jeu combiné du symbolisme et de la fabrication. Et si la culture est intimement liée au langage et au travail, il n'est pas sûr qu'elle y soit réductible. La vie religieuse mais aussi la vie politique et parfois l'une et l'autre jouent dans les sociétés humaines un rôle très important, mais elles prennent des formes difficiles à rassembler sous des définitions unifiées.

Par conséquent, la variété des cultures est immense. Cependant, cette diversité culturelle ne signifie pas que les cultures sont hétérogènes, sans points de passage ni facteurs d'unité. L'unité ici pourrait tenir à la persistance d'une identité commune, celle d'une nature, d'une condition ou d'une régulation partagée. Elle pourrait aussi résulter d'une histoire au fond à la fois très aléatoire, progressive et adaptative : des cultures d'abord étrangères voire hostiles les unes aux autres, chacune se considérant exclusive et supérieure, progressivement métissées et mises en question dans leurs propres fondements.

La distribution sur l'échelle des conflits montre que la tension n'est pas seulement entre une culture commune et des formes éventuelles d'appropriation singulière. La distribution de la culture au sein d'une société donnée reflète la hiérarchisation des institutions et des positions sociales. Il en découle des situations

d'inégalité et de privation parfois écrasantes. La culture tient à des dispositifs d'inclusion, mais aussi d'exclusion. Et ceux-ci ne sont pas seulement des faits issus de la spontanéité de tendances sociales incontrôlables. Ils sont aussi des actes liés à des conflits d'appropriation, à la fois réels et symboliques, parfois aussi à des stratégies de sujétion.

La paix ne peut se concevoir sans la participation active de citoyens conscients. La paix s'enracine dans la justice sociale, le respect des droits humains et la mise en œuvre du droit international. C'est pourquoi, l'émergence des sociétés civiles comme nouveaux acteurs de paix ouvre d'importantes perspectives pour le règlement des conflits et même pour leur prévention.

À titre d'exemple relatif à la quête d'hégémonie, les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 34 % entre 1996 et 2005 et sont estimées à 1 118 milliards de dollars, alors que plus d'un milliard de personnes vivent dans l'extrême pauvreté. Il y a donc sûrement quelque chose à faire pour développer, démocratiser et désarmer.

Au demeurant, la thématique retenue pour alimenter les débats et les réflexions des présentes assises procède de problématiques existentielles. Les relations entre les religions et les cultures bien comprises doivent servir d'adjuvant à la construction de la paix entre les peuples. A contrario, l'extrémisme et l'intolérance sont des entraves au développement durable.

L'humain doit, au regard de sa vocation, consacrer la fraternité et construire des passerelles entre les religions et les cultures aux fins d'une paix véritable. La tolérance, la solidarité et l'amour pour autrui procèdent d'une culture respectueuse des fondamentaux religieux et culturels. Aussi pourrions-nous dire en paraphrasant l'un des pionniers de la négritude que la Côte d'Ivoire est une main blessée mais une main ouverte au monde et aux hommes de bonne volonté soucieux du commerce équitable et de la solidarité à l'échelle planétaire.

Le Président (parle en anglais) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Cheikh Tidiane Sy, Ministre de la justice du Sénégal.

M. Sy (Sénégal) : Monsieur le Président je voudrais tout d'abord vous féliciter vivement pour cette heureuse initiative de tenir un Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions, les cultures et la coopération pour la paix, à un moment où le doute

semble s'emparer de nous, tellement les situations conflictuelles se multiplient et se complexifient, surtout celles nées de l'incompréhension et de l'intolérance religieuse.

La tenue de ce débat est une preuve supplémentaire de l'engagement résolu de la communauté internationale à œuvrer pour le renforcement du dialogue entre les peuples, les cultures et les religions, pour déjouer les manœuvres des chantres de l'apocalypse et démentir les théoriciens d'un inévitable choc des civilisations. À cet égard, plusieurs initiatives sont déjà entreprises aux niveaux national, régional et international pour jeter les bases d'un dialogue fécond entre les cultures et les religions, tel que reflété dans le rapport (A/62/337), dans lequel le Secrétaire général rend compte des efforts fournis par les principales institutions du système des Nations Unies qui œuvrent dans ce domaine. À ce propos, qu'il me soit permis de saluer les initiatives pertinentes de l'UNESCO et les efforts louables de l'Alliance des civilisations, et assurer l'assemblée que le Sénégal, comme à l'accoutumée, s'engage aux côtés de tous ceux qui œuvrent à rapprocher les hommes, à faire tomber les barrières de l'incompréhension et à combattre l'intolérance.

Aujourd'hui plus que jamais, le monde est secoué par des crises dont les principales causes sont entre autres les divergences religieuses, l'intolérance et l'extrémisme de certains hommes aux desseins souvent inavoués qui, au nom de prétendues convictions religieuses ou culturelles, commettent les pires exactions, et dont les principales victimes sont souvent les femmes et les enfants innocents. De telles actions, nourries et entretenues par l'ignorance, vont à l'encontre des principes et préceptes de toutes les religions, et sont un mépris et une violation de la sacralité de la vie humaine. Il nous faut éradiquer définitivement ce phénomène, qui a pris de l'ampleur, ces dernières années notamment.

C'est justement pour cette raison que notre rencontre trouve toute sa pertinence, car elle devrait nous permettre de dégager des pistes de réflexion pour venir à bout de toutes les tentatives de manipulation des spécificités religieuses ou culturelles à des fins inavouées. L'heure est venue, me semble-t-il, d'asseoir un dialogue ouvert et sans à priori, qui puisse permettre de lever les obstacles, d'aller au-delà des clichés et des stéréotypes, pour instaurer le respect, l'acceptation et la compréhension entre les peuples.

Le succès de ce dialogue dépendra en grande partie de notre engagement à démontrer notre attachement à certaines valeurs universelles communes, comme la justice et l'équité, et de notre détermination à bannir les antagonismes et la discorde. Ce dialogue devra aussi avoir comme premier postulat le respect mutuel et l'acceptation de l'autre dans sa différence, comme alternative au mépris culturel. Le respect mutuel est une condition sine qua non à tout dialogue, et même à toute œuvre humaine commune car, comme l'a affirmé l'ancien Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, « on peut aimer ce que nous sommes sans pour autant détester ce que nous ne sommes pas » (A/56/PV.42, p. 3).

Ces mots de Kofi Annan sont bien compris dans mon pays le Sénégal, où les 95 % de musulmans et les 5 % de chrétiens vivent dans une paisible coexistence, fondée sur les valeurs partagées de tolérance et de respect de l'autre. Cette convivialité interconfessionnelle est tellement ancrée au Sénégal qu'il n'est pas rare de trouver, dans une même famille sénégalaise, des chrétiens et des musulmans du fait des mariages mixtes qui sont devenus une réalité sociologique tangible.

Cependant, pour consolider et renforcer cet acquis, fruit de l'ouverture d'esprit du Sénégalais et de son élan naturel au dialogue, nous ne cessons de convier à des rencontres entre les différentes confessions religieuses, pour surmonter les préjugés et les incompréhensions, tant il est vrai que malgré notre proximité, l'intolérance et l'extrémisme peuvent nous éloigner les uns des autres. C'est justement pour vivifier et partager ce précieux acquis que le Président de la République du Sénégal, M. Abdoulaye Wade, a lancé un appel pour la tenue d'un sommet sur le dialogue islamo chrétien, appel que je voudrais réitérer ici solennellement.

Toutefois, le Président Abdoulaye Wade, dans la version écrite de l'allocution qu'il a prononcée la semaine dernière dans le débat général de la présente session de l'Assemblée générale, a rappelé qu'

« Il est inacceptable que les sentiments de plus d'un milliard de musulmans continuent d'être attaqués par des individus malintentionnés, au nom d'une prétendue liberté d'expression sans borne. Toute liberté trouve ses limites dans la responsabilité ».

La liberté d'expression, le respect des droits de l'homme, tout comme la démocratie, ont besoin

d'autorité morale pour les consolider et les renforcer, mais aussi et surtout, pour les perfectionner. Ils demeurent fragiles et ont besoin d'un cadrage pour prévenir les censures, mais aussi les dérives, dont les conséquences souvent dramatiques affectent des populations innocentes. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire que tous les segments de la société dans tous les pays du monde s'impliquent entièrement dans cette œuvre de dialogue, pour bâtir un consensus fiable et viable.

La communauté internationale, a déclaré le Président Wade, doit sans tarder, chercher dans la concertation, les voies d'une cohabitation pacifique pour les générations actuelles et futures. Comment amener les leaders du monde, les intellectuels, les leaders religieux, à prendre leur responsabilité pour mettre fin à l'utilisation par des extrémistes du phénomène religieux? Il est en effet important de dire haut et fort que l'extrémisme a une mauvaise compréhension des écritures saintes. Cette quête de paix et d'harmonie entre les hommes nous incombe à tous, mais les médias y ont un rôle de tout premier plan, qui consiste à aider à une meilleure connaissance des cultures, à éviter de tomber dans le piège de la critique facile et des caricatures. Bannir les démons de l'intolérance, c'est éliminer les plaques d'incompréhension entre les peuples et éduquer nos jeunes à l'acceptation de la différence et au respect de l'autre.

Aucune culture n'est au-dessus des autres, aucune civilisation ne saurait s'ériger en donneur de leçons. Chaque homme a le droit à la dignité et au respect de ses croyances et convictions religieuses. C'est là la règle d'or qui doit être le fondement du dialogue entre les religions et les cultures.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. le Révérend Miguel d'Escoto Brockman, Conseiller présidentiel pour les affaires étrangères et ancien Ministre des affaires étrangères du Nicaragua.

M. d'Escoto Brockmann (Nicaragua) (*parle en espagnol*) : Que le Dieu miséricordieux de l'amour et de la paix, de la non-violence, de l'unité, de la réconciliation et de la solidarité illumine notre esprit et ouvre notre cœur pour qu'ensemble, frères et sœurs, enfants du même Père, nous puissions prendre des mesures importantes sur la voie de l'instauration de la culture de paix et de non-violence qui fait si cruellement défaut en notre monde.

Le Nicaragua se félicite de ce que l'ONU examine les thèmes du dialogue, de la compréhension et de la coopération entre les religions et les cultures en faveur de la paix. Nous félicitons les Philippines et le Pakistan de leur initiative si importante.

Nous sommes fermement convaincus qu'il n'y a rien de plus urgent dans le monde que de nous libérer de notre terrible dépendance humaine de la violence, que ce soit pour s'approprier ce qui appartient à autrui ou pour exercer son droit à la légitime défense. Manifestement, ce dont on a le plus besoin sur la terre, c'est d'une culture de paix pour faire échec à la culture de guerre, de mort et de destruction ou de terrorisme faussement qualifiée de guerre de faible intensité, de guerre préventive ou de toute autre appellation avec laquelle on tente de camoufler le terrorisme. Notre Organisation a été spécialement créée pour mettre fin à l'engrenage de la guerre qui, au milieu du siècle dernier, avait engendré deux guerres mondiales.

Le respect des principes de la Charte de notre Organisation était supposé mettre fin aux guerres de grande ampleur. Toutefois, si l'on juge l'ONU à l'aune de son efficacité à éviter les guerres, nous ne pouvons que conclure qu'elle n'a été d'aucune efficacité. C'est parmi les plus puissants de nos États Membres que nous voyons les niveaux de dépendance les plus élevés de la guerre, en tant qu'arme leur servant à promouvoir leurs propres intérêts.

Le dialogue politique mené au niveau international n'a pas été à même de mettre fin aux guerres dont le nombre augmente de jour en jour et menace de continuer à se multiplier avec le concept inepte de la guerre préventive, par laquelle l'agresseur potentiel fait usage de sa boule de cristal pour décider de la prochaine cible de son agression ou de son occupation. Certains membres permanents du Conseil de sécurité ont tenté de faire du Conseil de sécurité une instance chargée de l'approbation ou de l'autorisation de leurs projets bellicistes.

Ce faisant, l'immense majorité de nos États Membres se contente d'observer, car, dans le cadre du dialogue politique, on considère qu'il est « politiquement incorrect » d'appeler l'attention sur les puissants, même dans les cas de violations les plus flagrantes de la Charte.

Il est donc nécessaire de dépasser le dialogue purement politique pour nous retrouver sur le terrain plus noble de notre humanité partagée, à savoir sur le terrain de nos religions où se trouvent les convictions

les plus enracinées quant à la valeur et au sens de la vie humaine. Le Nicaragua est conscient du fait le dialogue entre les religions n'est pas exempt d'arrogance et d'autres vices qui sapent souvent le dialogue politique. C'est pour cela que le Nicaragua préconise avant tout la promotion de la coopération entre les religions se fondant sur la création d'une culture de paix.

Le dialogue œcuménique est très important, car nous pensons que c'est grâce à la coopération œcuménique que nous découvrirons le plus rapidement possible qu'il y a beaucoup plus d'éléments qui nous unissent que d'éléments qui nous divisent. La loi suprême de l'amour, sans exception ni exclusion, constitue sans aucun doute la valeur la plus précieuse qui unit toutes les religions. C'est grâce à la découverte mutuelle de nos valeurs, dans un véritable esprit de coopération, à l'instauration d'une culture de paix et de non-violence, que nous avancerons le plus efficacement possible sur la voie d'une compréhension accrue entre les religions et les cultures sur lesquelles elles influent.

C'est dans notre foi religieuse et dans les enseignements de nos religions que la plus grande partie d'entre nous puisera l'affirmation d'une fraternité universelle. Nous sommes tous frères et sœurs, car nous sommes tous les enfants du même père. Autrement dit, étant donné que Dieu est le père de tous, nous sommes tous frères et sœurs créés pour vivre dans la paix et l'harmonie en tant que gardiens de la création, qui ne nous appartient pas puisque Dieu est le seul maître et le seul maître de la vie et de tout ce qui peut exister dans la création.

Rien ne saurait être plus contraire à la volonté de notre père et créateur commun que le bellicisme, devenu le plus grand fléau de notre monde. Tous ceux qui sont parvenus à cette conclusion grâce à notre culture, religion ou éthique, ont le devoir de prendre position en faveur d'une culture de paix et de non-violence, et de chasser de leurs esprits l'idée que dénoncer le bellicisme des puissants est politiquement incorrect car, au contraire, ne pas le dénoncer comme une force qui doit être dénoncée serait suicidaire et inacceptable sur les plans religieux et éthique.

C'est dans l'amour de Dieu et de nos semblables que nous trouverons la force de lutter sans relâche pour une culture de paix et de non-violence. Le Mahatma Gandhi représente notre meilleur exemple à tous. A une occasion, ayant remarqué que Gandhi avait accroché une image de Jésus au mur, Louis Fischer, son célèbre biographe, lui a demandé : « Puisque vous n'êtes pas

Chrétien, comment se fait-il que vous ayez accroché l'image de Jésus au mur? » Gandhi lui a répondu, « Bien sûr que je suis chrétien et musulman et hindou et bouddhiste et juif ». Dieu est le même pour tous et, par le biais de nos différentes religions, Dieu nous enseigne que l'amour et la paix doivent faire partie intégrante de la vie des enfants de Dieu, c'est-à-dire des hommes et des femmes de notre planète.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E le métropolite Valentin d'Orenbourg, chef de l'Église orthodoxe russe de la Fédération de Russie.

Le métropolite Valentin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La coopération entre les religions et les cultures revêt une importance considérable dans le monde actuel, où s'exacerbent les conflits interethniques, politiques et sociaux, où la religion sert de prétexte au terrorisme et à l'extrémisme, où le système séculier des relations publiques se montre incapable d'affronter les défis relevant du domaine spirituel.

De plus en plus de personnes parviennent à la conclusion qu'il est vain de vouloir ôter toute voix à la religion dans le domaine public pour la confiner dans la sphère privée et que cela porte atteinte à la liberté humaine. Le problème majeur des sociétés qui s'éloignent de la religion réside dans une atomisation poussée à l'extrême. Il est évident que le culte de la consommation et l'égoïsme florissant compromettent leur pérennité et les divise. Dès lors qu'un individu n'a pas la dimension « verticale » de la spiritualité dans sa vie, il ne peut trouver le bonheur dans l'argent, les choses matérielles, les loisirs et la technique. Dès lors qu'un individu déroge aux principes moraux éternels, il ne peut préserver sa personnalité et tendre à l'idéal du droit et de la liberté. Je suis d'ailleurs convaincu que c'est précisément la tradition morale qui peut cimenter la coexistence pacifique entre des personnes de cultures et religions diverses.

L'un des ferments de l'extrémisme est l'ignorance religieuse qui caractérise nombre de nos contemporains. C'est la raison pour laquelle il est indispensable d'élever les jeunes générations dans l'esprit des traditions religieuses. Cette idée a d'ailleurs été récemment exprimée par le Président de la Fédération de Russie, M. Vladimir Poutine. Selon moi, quiconque doit, si tel est son souhait, pouvoir recevoir une instruction religieuse approfondie et des informations

élémentaires sur les croyances de ses voisins dans les établissements d'enseignement publics.

Le modèle russe des relations interconfessionnelles se fonde depuis déjà longtemps sur le respect de la foi, des modes de vie et des coutumes des communautés traditionnelles, ainsi que sur les principes fondamentaux de la famille et de la vie en société qui en découlent. Plusieurs confessions se côtoient dans notre pays. Pourtant, nous avons toujours reconnu à chacun le droit de vivre et d'agir selon ses principes, que ce soit dans la sphère privée ou publique. C'est cela même qui a conduit à la paix civile et renforcé la stabilité. La Russie n'a d'ailleurs jamais connu les guerres de religion. Voilà déjà plusieurs siècles que les communautés religieuses traditionnelles de Russie – l'Église orthodoxe, l'islam, le judaïsme et le bouddhisme – entretiennent le dialogue interconfessionnel.

Créé en 1998, le Conseil interconfessionnel russe fonde ses travaux sur le caractère inviolable de l'enseignement religieux et des règles morales qui, pour beaucoup, se rejoignent d'une religion à l'autre. Nous avons pu nous convaincre du bien-fondé de notre modèle lors du Sommet mondial des chefs religieux qui s'est tenu à Moscou en juillet de l'année dernière. Les autorités religieuses de 49 pays ont souscrit à notre conception du lien entre liberté humaine et responsabilité morale.

Le caractère universel de l'Organisation des Nations Unies rend impératif de prêter attention aux traditions spirituelles et à la diversité des cultures et des religions à l'échelle mondiale. Depuis quelques années, cet intérêt se manifeste de différentes manières, à travers notamment, l'Alliance des civilisations, le Forum tripartite sur la coopération œcuménique pour la paix et la Réunion interministérielle sur le dialogue interconfessionnel et la coopération au service de la paix. Chacune de ces initiatives s'avère utile et importante. Le Sommet mondial des chefs religieux s'est unanimement déclaré favorable à l'institutionnalisation du dialogue entre la communauté religieuse et l'Organisation des Nations Unies.

Pour cela, il conviendrait certainement de mettre à profit les conclusions du Sommet et d'étudier la possibilité de créer, sous l'égide de l'ONU, une sorte de conseil consultatif des religions qui offrirait aux représentants des grandes confessions un cadre propice pour échanger leurs opinions. Nous pensons qu'à travers ses activités, non seulement un tel conseil

contribuerait à consolider les fondements de la paix œcuménique mais qu'il aiderait en outre la communauté internationale dans l'élaboration et l'adoption des décisions. Cette idée pourrait être étudiée en profondeur durant la présente session de l'Assemblée générale et lors des suivantes. Je me réjouis que ce dialogue de haut niveau soit l'occasion de débattre d'un sujet si important.

Nous remercions le Président de l'Assemblée générale, les auteurs de la résolution A/61/269 et les organisateurs du débat d'aujourd'hui d'avoir pris l'initiative de ce dialogue, qui est le premier du genre à avoir lieu dans les murs de notre organisation mondiale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au chef du Comité d'État chargé des relations avec les organisations religieuses de l'Azerbaïdjan, S. E. M. Hidayat Orujov.

M. Orujov (Azerbaïdjan) (*parle en russe*) : En tout premier lieu, j'ai l'honneur d'avoir été chargé de transmettre à l'Assemblée générale les sincères et meilleurs vœux de succès du peuple azerbaïdjanais et du Chef de l'État, le Président Ilham Aliyev. Je forme l'espoir que la présente séance accélérera l'élargissement de la coopération entre les communautés religieuses et les cultures au service de la paix et de la sécurité à l'échelle mondiale.

Au stade actuel, la mondialisation rapproche les peuples et les personnes tout en faisant saillir les particularités qui définissent les mentalités et les religions. Nous vivons une époque marquée par une forte prise de conscience religieuse, qui revêt parfois des formes extrêmes ou sert à attiser les conflits. C'est la raison pour laquelle il est urgent et indispensable de faire prévaloir la tolérance et la compréhension.

Je peux déclarer avec fierté que la tolérance, que le monde civilisé considère comme étant une des valeurs démocratiques fondamentales, est une particularité propre à mon peuple qui a évolué au cours des siècles et dont peuvent s'inspirer d'autres dans le monde.

Historiquement, l'Azerbaïdjan a toujours été le lieu de rencontre de différentes fois et civilisations. Aujourd'hui, il assume toujours cette fonction avec succès. Au côté de l'Islam coexistent depuis toujours d'autres fois telles que le christianisme et le judaïsme, entre autres. L'Azerbaïdjan, depuis des temps immémoriaux, est devenu la deuxième patrie des victimes de la persécution religieuse. Sont venus chez

nous, pleins d'espoir, non seulement les fidèles d'autres religions persécutés, mais également les fidèles de différents courants de l'Islam. C'est peut-être ce qui fait que la population de l'Azerbaïdjan est très diverse du point de vue de sa composition tant ethnique que religieuse.

Heureusement, en Azerbaïdjan, où divers courants religieux et diverses fois se sont diffusés tout au long de l'histoire, des relations de tolérance ont été établies et ont prévalu entre nos différentes communautés. Nous n'avons jamais constaté d'exemples de xénophobie fondés sur des motifs d'appartenance ethnique, raciale ou religieuse. Divers groupes qui se sont installés ainsi sur le territoire de l'Azerbaïdjan ne se sont jamais sentis étrangers et ils en ont fait leur pays.

Par exemple, la présence de Juifs remonte à une période très lointaine – 2 500 ans – et au cours de cette très longue période historique, nous n'avons pas connaissance de discrimination à leur encontre de la part de la population azerbaïdjanaise.

Traditionnellement, le christianisme a compté parmi les principales religions de l'Azerbaïdjan, et notre peuple le considère aujourd'hui comme étant lié à notre foi et comme faisant partie de notre glorieuse histoire. Je suis heureux d'annoncer que l'Azerbaïdjan figure d'ailleurs parmi ces rares pays où coexistent pacifiquement côte à côte des mosquées, des églises et des synagogues et où il n'y a pas de désaccord entre les personnes de fois différentes.

Toutefois, c'est avec une certaine amertume que nous devons ici faire remarquer que le territoire azerbaïdjanais est encore occupé par l'Arménie, qui abuse de la tolérance traditionnelle dont notre peuple fait preuve pour mener une politique d'épuration ethnique et de génocide. Au siècle dernier, plus d'un million d'Azerbaïdjanais vivaient en Arménie; aujourd'hui, plus aucun représentant de notre peuple n'y vit. Les Azerbaïdjanais vivant dans la région du Haut-Karabakh de l'Azerbaïdjan ont connu le même sort. Et les environs de cette région sont maintenant occupés par les forces armées de la République d'Arménie.

L'Assemblée générale conviendra qu'il est donc difficile de croire à la déclaration sur la tolérance qu'a prononcée le Ministre arménien des affaires étrangères aujourd'hui dans cette même salle. Parmi les victimes de cette agression, se trouvent nos monuments religieux et historiques; les lieux de culte d'autres fois en sont aussi victimes. Le monde entier assiste à ces

événements. Sur nos territoires occupés, ils ont rasé nos monuments historiques et religieux. Nous nous sommes adressés plusieurs fois à l'Organisation et à la communauté internationale en leur demandant de faire respecter les quatre résolutions du Conseil de sécurité à cet égard qui appellent à la libération sans condition des terres occupées par l'Arménie.

Plus d'un million d'Azerbaïdjanais ont été condamnés au sort de réfugiés et de déplacés; ils doivent retourner sur leurs terres ancestrales. Toutefois, l'occupant, l'Arménie, refuse toujours de modérer ses appétits territoriaux.

Je m'adresse à vous qui participez à ce forum et, par votre entremise, je m'adresse à tous les pays du monde et aux organisations internationales et demande votre coopération au nom de la restauration des droits bafoués d'un million de mes concitoyens condamnés à un sort malheureux par les occupants. Je vous appelle à entendre la voix de l'Azerbaïdjan, qui respecte depuis des siècles les nobles principes de bon voisinage, d'amour de l'humanité et de tolérance inhérents à toutes les grandes religions.

J'espère que le peuple azerbaïdjanais et mon pays bénéficieront de toute l'attention qu'ils méritent à ce sujet et que notre expérience pourra être utile et servir à d'autres peuples et États.

Le Président (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole au Sénateur Rod Kemp de l'Australie.

M. Kemp (Australie) (*parle en anglais*): Le droit à la liberté de religion ou de croyance est un droit fondamental et un élément essentiel de toute société harmonieuse. Ce droit est consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui prévoit que toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Malheureusement, dans bien des régions du monde, il y a encore de nombreuses personnes qui ne peuvent exercer ces libertés: elles ne peuvent pratiquer un culte en toute liberté et elles sont victimes de discrimination. L'intolérance religieuse et l'extrémisme continuent de menacer la sécurité, la paix et la stabilité mondiales. On ne saurait donc sous-estimer l'importance de défendre la liberté de religion.

Pour construire et préserver des sociétés libres, nous devons accepter le fait que des idées et croyances différentes peuvent et devraient pouvoir coexister et

s'épanouir car la tolérance et le respect du pluralisme sont des valeurs essentielles d'une société ouverte.

L'Australie est une société diverse des points de vue culturel et linguistique, puisque près de 300 langues y sont parlées et que des religions très diverses y sont pratiquées. Le Gouvernement australien prône l'acceptation et le respect entre Australiens de toute appartenance culturelle et religieuse.

Dans ce contexte, l'Australie a mis en œuvre le programme « Living in Harmony » (Vivre en harmonie) depuis quelques années, rassemblant des Australiens de différents milieux pour développer un sentiment d'appartenance, de respect mutuel et de compréhension. Plus de 50 projets de promotion du dialogue interconfessionnel ont été financés au titre de ce programme.

En 2006, l'Australie a lancé un plan d'action national de renforcement de la cohésion sociale, de l'harmonie et de la sécurité, pour lequel le Gouvernement a engagé 35 millions de dollars australiens sur une période de plus de quatre ans. Ce plan comprend entre autres mesures la création d'un centre de recherche d'études islamiques, la promotion de la compréhension interconfessionnelle par le biais d'une coopération interscolaire, des projets de création d'emplois et de collaboration intercommunautaire, une formation à la gestion des crises et une documentation d'enseignement spécialisé.

L'Australie appuie avec force la liberté de religion et de croyance et elle est déterminée à promouvoir la compréhension et à encourager l'harmonie entre les communautés confessionnelles à travers notre région. Les efforts que nous entreprenons au niveau régional ont pour but de bâtir un pont entre les différences culturelles et religieuses et de faire obstacle à la propagation de l'extrémisme.

L'Australie a encouragé la coopération interconfessionnelle en participant au Dialogue interconfessionnel régional, processus que nous coparrainons en collaboration avec l'Indonésie, la Nouvelle-Zélande et les Philippines. Le Dialogue interconfessionnel régional inaugural a eu lieu à Yogyakarta en 2004 et a été coprésidé par l'Indonésie et l'Australie. La Nouvelle-Zélande a accueilli le troisième Dialogue interconfessionnel régional à Waitangi en mai 2007. Les participants à ces dialogues viennent des principaux groupes religieux de la région, des 10 nations de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, du Timor-Leste, des Fidji, de la Nouvelle-

Zélande et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le Dialogue de 2007 a abouti à un accord sur la Déclaration et le Plan d'action de Waitangi. Le Plan d'action exposait dans leurs grandes lignes les recommandations faites par les représentants sur le futur engagement régional portant sur les questions interconfessionnelles, en particulier dans les domaines de la création de partenariats, de l'éducation et des médias.

Les dialogues interconfessionnels constituent un forum important dans le cadre duquel promouvoir la paix, la tolérance et la compréhension en travaillant avec différents groupes de la société civile et confessionnels, dans notre région et au-delà. Bien que les gouvernements puissent jouer un rôle important pour faciliter le dialogue, la responsabilité de promouvoir la tolérance et la compréhension entre les communautés et en leur sein doit incomber d'abord aux communautés elles-mêmes, et plus spécialement à leurs dirigeants. Les chefs religieux et les dirigeants communautaires ont un rôle critique à jouer s'agissant de refuser aux extrémistes toute légitimité morale ou religieuse et d'instaurer la confiance entre les communautés.

Chacune pour leur part, l'Australie et l'Union européenne organiseront un forum interconfessionnel pour la jeunesse qui se déroulera en Australie en décembre 2007. Cette manifestation s'attachera à promouvoir la compréhension et à encourager les liens personnels entre les jeunes dirigeants de communautés religieuses en Asie du Sud-Est, en Australie et en Europe. En appui aux processus de dialogue interconfessionnel, l'Australie accueillera également le Parlement des religions du monde en 2009 – la plus grande manifestation interconfessionnelle au monde, qui se tient habituellement une fois tous les cinq ans dans différentes villes du monde.

L'Australie continuera à participer de manière constructive à cette question avec le Conseil des droits de l'homme en encourageant, dans cet important forum, la promotion universelle de la tolérance religieuse. Le Conseil doit jouer un rôle actif s'agissant de veiller à la promotion et à la protection de la liberté de religion ou de croyance, en veillant notamment au respect international des dispositions de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction.

L'Australie se félicite de l'initiative prise par l'Alliance des civilisations des Nations Unies en appui à des projets qui encouragent la compréhension religieuse

et transculturelle. L'Australie estime que ses initiatives pratiques complètent les activités interconfessionnelles qui se déroulent dans notre région.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. M. João Gomes Cravinho, Ministre d'État des affaires étrangères et de la coopération du Portugal, qui va prendre la parole au nom de l'Union européenne.

M. Gomes Cravinho (Portugal) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne, dont le Portugal assume la présidence. Nous nous félicitons de la tenue de ce Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix, notamment de l'audience interactive avec les représentants de la société civile qui doit avoir lieu cet après-midi. Nous pensons que l'Europe a un rôle essentiel à jouer dans la promotion de la compréhension entre les religions et les cultures, de concert avec d'autres régions du monde.

Dans l'histoire des relations internationales, la difficulté a été de tout temps d'assurer la coexistence pacifique entre différents systèmes de valeurs. Au fil des siècles, l'humanité a cherché, par de nombreux moyens, à éviter les conflits. Une solution consiste pour les nations à partager la paix et la prospérité par le biais du dialogue, de la compréhension et de la tolérance.

La compréhension mutuelle n'implique pas que l'on impose à autrui ses valeurs, sa culture ou sa foi. Elle signifie le respect des différentes valeurs et croyances sur la base d'une prise de conscience des défis politiques, économiques, sociaux, écologiques et culturels communs auxquels nous sommes confrontés dans un univers de plus en plus mondialisé et de plus en plus vulnérable. Cela signifie la protection et la promotion de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales dont on n'a cessé de réaffirmer l'universalité. Cette compréhension est synonyme de liberté d'expression et de liberté de religion ou de croyance; et elle exige une ouverture d'esprit et la volonté de comprendre le pluralisme des cultures, des religions et des croyances.

Au-delà de ces attitudes et des compétences interculturelles, nous devons nous concentrer sur une coopération concrète et sur des actions communes. Le pluralisme de la société européenne, et les conditions juridiques, politiques et sociales qui permettent d'y faire face ont été des facteurs importants de la prospérité et du développement. Nous devons renforcer la compréhension mutuelle en nous appuyant sur notre

ferme conviction que les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression, sont notre terrain d'entente commun.

Le dialogue ne sera couronné de succès que si nous faisons en sorte que les expériences et les compétences des hommes et des femmes soient effectivement intégrées dans notre dialogue entre les religions et entre les cultures et dans nos initiatives sociales et politiques de prévention des conflits à tous les niveaux. Le dialogue ne portera ses fruits que si nous donnons à nos jeunes les moyens de répondre de manière active et positive aux défis de notre monde pluraliste et vulnérable.

L'Union européenne est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et de l'état de droit. Ces principes sont communs à tous les États membres et l'Union européenne est prête à jouer son rôle dans le processus. Une compréhension commune et une acceptation des valeurs fondamentales parmi les Européens de toute origine sociale, culturelle et religieuse sont essentielles à la cohabitation pacifique et à la cohésion sociale. Par conséquent, l'Union européenne applique ses valeurs et principes fondamentaux à toutes ses politiques et les promeut en Europe et au-delà.

Les politiques d'intégration et de non-discrimination de l'Union européenne s'appuient sur les principes suivants : le principe de l'égalité devant la loi; l'interdiction de la discrimination pour quelque raison que ce soit et la lutte contre le racisme; le respect de la diversité culturelle, linguistique et religieuse; et l'égalité des hommes et des femmes.

L'Union européenne promeut la liberté de religion et de croyance dans l'ensemble des sociétés européennes et au-delà, notamment par le biais des médias. La résolution soumise à l'Assemblée par l'Union européenne sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la croyance, qui a été adoptée l'année dernière par consensus, n'est qu'un exemple parmi d'autres de notre détermination à garantir cette liberté fondamentale.

La culture européenne a été enrichie par des influences extérieures tout au long de son histoire, et la culture et les idées européennes ont eu une influence profonde sur de nombreuses cultures partout dans le monde. Les Européens de divers horizons sociaux, culturels et religieux contribuent à la diversité et à la

prospérité de l'Europe contemporaine. Aujourd'hui, l'identité européenne est multiple; elle est le reflet d'influences pluralistes et multiples, y compris celles dues aux migrations et à la mondialisation. L'Europe est confrontée aux défis qui consistent à développer et à renforcer continuellement le dialogue avec ses diverses communautés, ses minorités ethniques et ses nombreuses communautés religieuses, y compris la relation très positive qu'elle a mise en place avec les Musulmans d'Europe ou vivant en Europe. L'Union européenne considère que son cadre politique et juridique est indispensable à la paix et à la cohésion sociales, ainsi qu'à la marginalisation du radicalisme et de l'extrémisme de tous bords. La liberté de religion, la non-discrimination et la reconnaissance des communautés religieuses, en particulier, sont des préalables indispensables à tout dialogue fécond.

L'importance de la compréhension entre les civilisations est une donnée forte de la politique et de l'action de l'Union européenne. L'UE s'emploie activement à promouvoir la compréhension entre les cultures et les religions, aussi bien en Europe qu'avec ses partenaires internationaux. J'aimerais donner quelques exemples d'initiatives, auxquelles l'Union européenne prête un appui résolu, qui visent à promouvoir une société plus pacifique et plus cohérente.

Le processus de Barcelone (initiative EUROMED) offre un cadre de dialogue entre l'Union européenne et ses partenaires méditerranéens. Il a créé la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures. L'objectif principal de la Fondation est de rapprocher les peuples et les organisations des deux rives de la Méditerranée et de les aider à combler le fossé qui les sépare. Une importance particulière est donnée à la mise en valeur des ressources humaines, les jeunes étant la principale population destinataire. Une autre priorité est la promotion de la tolérance entre les peuples en encourageant les échanges entre les membres des diverses sociétés civiles. La Fondation, qui aide à la coordination de 35 réseaux nationaux, a des programmes dans les domaines des médias, de l'éducation, des femmes et des jeunes.

Avec 43 membres parmi les États d'Asie et d'Europe, la Réunion Asie-Europe (ASEM) jouit d'une position privilégiée pour encourager les liens entre l'Asie et l'Europe au moyen du dialogue interconfessionnel et interculturel. Les Dialogues interconfessionnels de l'ASEM ont contribué à renforcer la compréhension mutuelle entre Asiatiques et Européens dans le domaine des relations

interconfessionnelles et interculturelles. Le troisième Dialogue interconfessionnel de l'ASEM s'est tenu à Nankin, en Chine, au mois de juin de cette année. De même que les deux réunions précédentes – à Bali, en Indonésie en 2005, et à Larnaca, à Chypre en 2006 – cette manifestation a évoqué les liens qui existent entre le dialogue interconfessionnel et la paix, la justice, la compassion et la tolérance. La Déclaration de Nankin publiée à l'issue de la réunion a fait ressortir le rôle du dialogue interconfessionnel dans la mondialisation, la paix, la cohésion sociale et le développement, en évoquant également la coopération dans les domaines de la culture et de l'éducation. Un quatrième dialogue doit se tenir en 2008 à Amsterdam.

Par ailleurs, le partenariat de l'ASEM est parvenu à des résultats importants pour ce qui est d'encourager les échanges culturels, éducatifs, intellectuels et interpersonnels, de développer et d'encourager la recherche, de renforcer les réseaux et de promouvoir la diversité culturelle.

L'Europe soutient résolument l'initiative de l'Alliance des civilisations. Cette initiative a été proposée par le chef du Gouvernement espagnol en 2005 et coparrainée par le Premier ministre turc. En avril 2007, le Secrétaire général a nommé Haut Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, M. Jorge Sampaio, ancien Président du Portugal. L'Alliance, avec l'appui du Secrétaire général, entend dynamiser l'action collective de sociétés diverses afin de lutter contre l'extrémisme, de vaincre les barrières culturelles et sociales entre – principalement – le monde occidental et le monde musulman, et de réduire les tensions et la polarisation entre des sociétés qui diffèrent dans leurs valeurs religieuses et culturelles.

De notre point de vue, si l'on souhaite promouvoir efficacement les idées de dialogue et de tolérance, l'Alliance des civilisations et les autres initiatives de l'ONU pour renforcer le dialogue et la compréhension mutuelle doivent être menées de façon coordonnée, cohérente et complémentaire au sein du cadre institutionnel existant. L'Union européenne considère l'Alliance des civilisations comme une initiative phare dans ce domaine, et estime qu'elle pourrait être une instance centralisatrice pour les initiatives de plus en plus nombreuses à voir le jour. En assurant une meilleure coordination des initiatives, plutôt qu'en les multipliant, nous augmentons nos chances de succès.

Pour en revenir à l'Europe, le Livre blanc du Conseil de l'Europe sur le dialogue interculturel devrait

être adopté en novembre 2007. Sur son site Web consacré entièrement au rôle du dialogue interculturel, le Conseil expose sa ferme conviction que

« [L]e dialogue entre les cultures, le mode de conversation démocratique le plus ancien et le plus fondamental, est un antidote au rejet et à la violence. Son objectif est d'apprendre à vivre ensemble dans la paix et de manière constructive dans un monde multiculturel, et de développer un sens de la communauté et un sentiment d'appartenance. »

Enfin, en octobre 2005, la Commission européenne a proposé que 2008 soit déclarée Année européenne du dialogue interculturel. Avec un budget de 10 millions d'euros, l'Année européenne du dialogue interculturel présentera une grande diversité de projets concrets et enrichissants qui seront mis en œuvre dans le cadre de programmes de l'UE et d'autres actions au niveau communautaire. L'Année du dialogue interculturel encouragera la mobilisation de la société civile et des acteurs aux niveaux européen, national et local. La culture, l'éducation, la jeunesse, le sport et la citoyenneté concentreront l'essentiel des activités.

Pour terminer, il est possible que l'expression « dialogue entre les civilisations et les cultures » soit interprétée comme une acceptation de l'idée que l'humanité est divisée par des civilisations monolithiques et bien distinctes les unes des autres, mais cela est loin d'être exact. En réalité, les lignes de démarcation entre les cultures sont presque toujours floues. À travers le temps et l'espace, les différentes cultures s'influencent profondément. La plupart des civilisations comportent des personnes de cultures différentes qui coexistent pacifiquement. L'Union européenne est résolue à promouvoir le dialogue et la compréhension, et à œuvrer pour l'appréciation universelle des différentes religions, cultures et croyances.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole à la Sous-Secrétaire pour la diplomatie publique et les affaires publiques du Département d'État des États-Unis d'Amérique, S.E. M^{me} Karen Hughes.

M^{me} Hughes (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : C'est un honneur d'être ici. Je remercie le Président de l'Assemblée générale, M. Srgjan Kerim, pour la tenue de ce dialogue sur la compréhension religieuse et culturelle, et les Ministres des affaires étrangères du Pakistan et des Philippines pour l'avoir proposé.

Un cadre noble guide notre action – la Déclaration universelle des droits de l'homme, citée ici même la semaine dernière par le Président Bush. Elle énonce que « [t]oute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion » et a le droit de manifester ces croyances « dans l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites » (*Déclaration universelle des droits de l'homme*, art. 18). Ce texte historique dit que le droit à la liberté religieuse est un droit à la fois universel et humain, qui est valable pour tous les peuples où qu'ils vivent.

Malheureusement, dans trop de lieux aujourd'hui, on persécute encore des gens pour leurs croyances, et on interdit encore à des gens de pratiquer un culte. Pourtant, notre Déclaration universelle, comme d'ailleurs la garantie de la liberté religieuse qui existe dans mon pays, exigent que nous soyons à la hauteur de ces principes supérieurs que nous avons nous-mêmes adoptés – permettre aux gens de pratiquer leur foi librement, respecter les croyances différentes, chercher à comprendre même lorsque nous ne sommes pas d'accord, et nous élever contre ceux qui, en paroles ou en actes, portent atteinte à la liberté religieuse.

Mon travail de diplomatie publique consiste à aller au devant du reste du monde et des autres peuples dans un esprit d'amitié et de respecter et d'écouter les préoccupations et les intérêts d'autrui, et le Président Bush m'a demandé d'œuvrer à la promotion du dialogue interconfessionnel dans le cadre de ce travail. La foi est pour bien des gens un aspect fondamental de leur vie, et il serait mal avisé de la part des dirigeants mondiaux de méconnaître cette réalité ou de laisser le débat sur ces questions aux extrémistes.

Lorsque je voyage à travers le monde, j'ai souvent le privilège de rencontrer des personnes qui ont été appelées par leur foi à agir pour le bien d'autrui. J'ai rencontré des médecins américains musulmans qui sont allés au Pakistan pour aider les victimes du tremblement de terre; des religieuses catholiques qui ont aidé des familles en Amérique centrale; et des bénévoles de nombreux pays dont la bonté les a conduits à contribuer à la lutte contre le sida et le paludisme en Afrique et à construire des écoles en Afghanistan. Je sais par expérience qu'il existe des personnes de bonne volonté dans toutes les religions et toutes les cultures.

Mon pays est connu pour le principe de la séparation de l'Église et de l'État, qui signifie que le Gouvernement des États-Unis ne peut ni imposer la

religion ni en restreindre la pratique. Pour autant, je m'inquiète de voir que certaines personnes, dans d'autres parties du monde, confondent parfois liberté de religion et absence de religion. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Aux États-Unis, des personnes de religions différentes vivent côte à côte et s'efforcent de respecter le point de vue d'autrui. Nous ne sommes pas parfaits, et la religion est parfois une source de division, comme la race, mais le respect de la diversité de chacun est notre but; au lendemain du 11 septembre, bon nombre de chrétiens, de juifs et de musulmans se sont mis à l'écoute pour tenter de mieux se comprendre.

Comme j'ai pu le constater, les personnes de toutes confessions ont beaucoup en commun. En tant que chrétienne, je me dois par-dessus tout d'aimer Dieu et d'aimer mon prochain. Mes amis musulmans et juifs me disent qu'il en va de même pour eux. En dépit des divergences théologiques, je suis convaincue qu'en définitive, la plupart des individus, dans toutes les religions et toutes les cultures, ont des souhaits analogues pour eux-mêmes et pour leur famille – l'éducation et la santé, un lieu où ils puissent vivre en sécurité, un emploi satisfaisant; et souhaitent mener une vie qui ait un sens, et qui contribue à rendre le monde un peu meilleur. Ce ne sont pas des rêves propres à une nation ou à un peuple, mais ce sont des rêves humains partagés. Malgré les différences de langue ou de culture, ou encore de couleur de peau, les facteurs d'union entre les êtres humains sont bien plus nombreux que ceux de division.

Mais nous vivons dans un monde où l'incompréhension et la méfiance sont attisées par les discours de haine et les actes terroristes. Et, comme les dirigeants de la Malaisie et des territoires palestiniens l'ont dit dans leur allocution devant l'Assemblée générale cette année, nous ne devons pas laisser dominer le débat ceux qui essaient de pervertir la religion par la violence pour poursuivre des programmes politiques.

En voyageant dans le monde entier pour représenter mon pays et en écoutant les peuples d'autres pays, je constate qu'il y a deux grandes perceptions erronées. Premièrement, dans de nombreux pays à majorité musulmane, la population s'inquiète de ce que la guerre contre le terrorisme est dirigée contre lui. Je voudrais assurer à nos amis du monde entier que ce n'est pas le cas. La plupart des Américains reconnaissent que les terroristes ne représentent pas le principal courant de pensée et qu'ils ne représentent pas non plus, mais au contraire dénaturent, toutes les

religions par leurs actes barbares. Nombre de citoyens américains ont des racines dans le monde arabe. D'autres viennent de pratiquement toutes les cultures et toutes les religions. L'Islam fait partie intégrante de l'Occident et aussi de l'Amérique, et plusieurs millions de musulmans américains vivent, travaillent et pratiquent leur culte librement dans notre pays.

La deuxième grande perception erronée émane des Américains. J'entends dire que les Musulmans ne dénoncent pas la violence terroriste. Mais ce n'est pas le cas non plus. De nombreuses voix s'élèvent avec force. Le Président Karzaï, en Afghanistan, a condamné les attentats-suicides à la bombe, comme contraires à l'Islam et déclare que les terroristes trompent les enfants en les recrutant. Le Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique a dénoncé fermement les actes terroristes. Des citoyens irakiens et algériens ont également dénoncé les terroristes comme des assassins. L'un des dirigeants du mouvement de réforme Shawa, le Cheikh Salman al-Awdan, a envoyé une lettre ouverte où il condamne Ousama ben Laden pour avoir tué des innocents. Il a dit « qu'une religion qui protège le caractère sacré du sang, même celui des oiseaux et des animaux, ne saurait en aucun cas ni pour aucun motif approuver le meurtre d'innocents ». Comme la lettre du Cheikh l'indique, le moment est venu que les gens honnêtes de toutes les convictions religieuses se rassemblent pour déclarer clairement que se tuer soi-même pour donner la mort aux autres n'a pas de sens et qu'il s'agit d'un acte honteux et en aucun cas honorable.

De nombreux griefs légitimes existent dans notre monde, mais aucun ne saurait justifier de prendre pour cible et d'assassiner des innocents. Cela n'a pas de place dans un monde civilisé. Nous avons tous un rôle à jouer et l'Amérique souhaite être partenaire s'agissant d'encourager le dialogue. Par l'intermédiaire d'Internet et des alertes, nous travaillons à faire entendre les nombreuses voix qui dénoncent la violence terroriste et à susciter une meilleure compréhension entre les religions. Nous encourageons le dialogue interconfessionnel et les entretiens entre cultures.

Dans le cadre d'un nouveau programme appelé « Dialogue entre citoyens », nous avons envoyé des musulmans américains dans le monde entier pour ouvrir le dialogue avec des citoyens de communautés musulmanes. Nous avons fait venir ici des religieux du monde entier et nous avons envoyé des religieux américains à l'étranger. Nous avons parrainé des programmes d'été pour les jeunes, afin de leur

enseigner le respect de la diversité. Nous avons envoyé des musiciens promouvoir la tolérance et pour démontrer que les différences peuvent nous enrichir plutôt que nous diviser.

Nous élargissons considérablement nos programmes d'échange et d'éducation dans les deux sens, nous faisons venir des visiteurs étrangers aux États-Unis et nous envoyons des visiteurs américains à l'étranger. Je pense qu'il n'y a pas meilleure façon de développer le respect et la compréhension que de visiter, étudier et travailler dans les pays des autres et d'inviter les autres à le faire dans notre pays. Nous avons élargi la participation à ces programmes fondamentaux, qui est passée de 27 000 participants il y a quelques années à plus de 40 000 aujourd'hui, ce chiffre devant augmenter encore pour atteindre plus de 50 000.

Nous encourageons davantage d'Américains à étudier et à se rendre à l'étranger pour faire l'expérience des richesses culturelles et religieuses du reste du monde, et pour apprendre davantage sur les autres pays du monde. Nous avons lancé un nouveau programme de langues pour encourager les jeunes Américains à étudier l'arabe, le chinois, l'hindi et d'autres langues importantes du monde.

La réunion d'aujourd'hui nous rappelle que nous faisons tous partie d'un monde de plus en plus interdépendant, qui exige que chacun d'entre nous – quelle que soit notre appartenance culturelle ou religieuse – œuvre pour la paix, la vie et l'espoir. Toutes les religions et toutes les cultures ont la responsabilité de réaffirmer à tous qu'il faut respecter les autres religions et cultures. En nous écoutant mutuellement et en apprenant les uns des autres, nous construisons un monde plus sûr et plus respectueux pour la génération à venir.

Cette année, le monde fête le huit centième anniversaire de la naissance de Rumi, le grand poète soufi qui a écrit « Lorsque quelqu'un demande ce qu'il faut faire, il faut allumer la bougie qui est entre ses mains ». C'est par le dialogue que nous allumons aujourd'hui des bougies et j'espère que cette lumière brillera dans le monde entier.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Viktor Gaisenak, Ministre adjoint des affaires étrangères du Bélarus.

M. Gaisenak (Bélarus) (*parle en russe*) : L'intolérance religieuse, la xénophobie et le rejet d'une culture par une autre sont aujourd'hui une menace

réelle à la paix et à la stabilité de notre planète. À cet égard, le dialogue entre les cultures et les religions, fondé sur la compréhension mutuelle, l'égalité, le respect mutuel et la tolérance, constitue le principal défi à relever aujourd'hui.

La République du Bélarus s'est déclarée à maintes reprises favorable à l'intensification d'un dialogue dans l'intérêt de la paix. En témoigne l'idée présentée par le Président du Bélarus, Alexander Lukashenko au Sommet mondial de 2005 (voir A/60/PV5), de reconnaître la diversité des voies conduisant progressivement au développement des États au titre des valeurs de la civilisation humaine.

Le respect de la nature *sui generis* des États et des peuples de leur droit à suivre le chemin de leur choix est à la base du dialogue international, et une condition essentielle du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le dialogue entre les cultures et les religions doit avoir lieu à tous les niveaux – national, régional et mondial. La République du Bélarus et son gouvernement font les efforts nécessaires pour appuyer ce dialogue au niveau national. Notre pays est un État multiethnique et multiconfessionnel. Le Bélarus compte plus de 140 groupes ethniques et plus de 3 000 organisations, représentant 25 confessions et religions.

Le souci de notre État de faire respecter les droits des citoyens en matière de liberté de conscience et de culte est consacré dans la législation de notre République et concrétisé au quotidien. Nous avons adopté et mené à bien un programme gouvernemental en faveur du développement de la sphère religieuse, des relations nationales et de la coopération avec la diaspora.

Le Bélarus prend des mesures concrètes à l'échelon international également, dans le cadre des Nations Unies, pour appuyer la compréhension interconfessionnelle et interculturelle. Notre pays a été l'un des premiers à adhérer à la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. La République du Bélarus s'est toujours portée auteur de toutes les résolutions adoptées par l'Assemblée générale pour encourager le dialogue entre les civilisations et les cultures.

En juin 2007, notre pays a participé au forum tripartite sur la coopération interconfessionnelle au service de la paix et à la réunion ministérielle sur le dialogue et la coopération interconfessionnels pour la

paix. Le Bélarus estime que sa participation à ces initiatives est une réelle mesure d'appui en faveur d'une meilleure compréhension et d'un dialogue approfondi entre les religions et les cultures dans l'intérêt de la paix.

Nous saluons l'établissement, au sein du Secrétariat de l'ONU, d'un centre de coordination pour les questions de dialogue et de coopération interreligieuses et interculturels. En outre, nous pensons qu'un meilleur usage du mécanisme TIC au sein du Secrétariat, notamment la radio des Nations Unies, serait souhaitable, ainsi que des ressources des institutions, fonds et programmes spécialisés du système des Nations Unies pour promouvoir la compréhension et la coopération interconfessionnelles. Nous saluons aussi les mesures constructives prises par l'ONU pour donner effet aux initiatives internationales destinées à l'enrichissement mutuel des cultures, de même que nous saluons les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme mondial pour le dialogue entre les civilisations et en particulier, la désignation d'un Haut Représentant de l'Alliance des civilisations.

Concernant la question à l'examen, un événement majeur a eu lieu cette année avec la réunion des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à Téhéran en septembre dernier. C'était la première fois que le Mouvement se penchait sur la question de la diversité culturelle et des droits de l'homme. Il s'agit d'une évolution logique dans la mesure où le Mouvement des pays non alignés est hostile aux antagonismes et qu'il reconnaît le droit de chaque pays à emprunter la voie de son choix pour assurer un développement au bénéfice de tous et qu'il s'abstient de recourir à des mesures coercitives. Le fait que le Mouvement des pays non alignés aborde la question du dialogue et de la coopération entre les cultures montre son importance pour le développement durable et la compréhension mutuelle à tous les niveaux.

Nous pensons que la Déclaration de Téhéran et le Programme d'action sur la diversité culturelle et les droits de l'homme, qui ont été adoptés à l'issue de la réunion ministérielle, de même que la décision de créer un centre du Mouvement des pays non-alignés pour la diversité culturelle et les droits de l'homme revêtent un grand intérêt, non seulement pour le Mouvement, mais aussi pour l'ensemble de la communauté internationale. Dans la Déclaration, la communauté internationale est instamment priée de mettre les bienfaits de la mondialisation et de la coopération internationale au

service de la compréhension mutuelle et du respect de la diversité culturelle. Il y est également souligné que ce n'est qu'en déployant de vastes efforts concertés au niveau institutionnel que l'on parviendra à bâtir un avenir fondé sur les grands principes de l'humanisme et de la diversité culturelle. Enfin, les domaines d'action prioritaires y sont énumérés : éducation, médias, activités culturelles et universitaires, coopération dans le cadre de l'ONU et d'autres organisations internationales, ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales. Les Ministres des affaires étrangères des États membres du Mouvement des pays non alignés sont également convenus que les questions relatives à la diversité culturelle et aux droits de l'homme devaient être prises en compte dans les programmes et les principaux domaines d'activité du Mouvement.

Je voudrais assurer l'Assemblée générale que la République du Bélarus continuera de prendre une part active aux efforts coordonnés de la communauté internationale visant à atteindre une compréhension maximale entre les cultures et les religions dans l'intérêt de la paix et de l'évolution de notre monde.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Vice-Ministre des affaires étrangères de la République tchèque, S. E. M^{me} Helena Bambasova.

M^{me} Bambasova (République tchèque) (*parle en anglais*) : La République tchèque s'associe à la déclaration prononcée par le représentant du Portugal au nom de l'Union européenne.

Au fil des siècles, les habitants de la République tchèque, pays situé en plein cœur de l'Europe, ont été les témoins des ravages occasionnés par l'intolérance religieuse et le non-respect de la diversité des cultures et des opinions. Beaucoup ont pris la route de l'exil pour ne pas avoir à renoncer à leurs croyances et à leurs idéaux, et nous nous enorgueillissons qu'ils aient été plus d'un à emmener les principes de coopération pacifique et de tolérance culturelle dans leurs bagages. Parmi ces personnes figurent Jan Amos Comenius et un grand nombre de ses frères moraviens qui ont dû partir à la recherche de lieux plus tolérants.

Lorsque l'État tchécoslovaque a vu le jour, en 1918, les libertés de religion et de conscience étaient largement protégées par la constitution. Cela a facilité le dialogue interconfessionnel et l'instauration d'une collaboration, sur un pied d'égalité, entre les églises et l'État, à travers la société civile. À la chute du communisme, notre société s'est rouverte au monde

extérieur et a entrepris de tirer les enseignements du passé en apprenant à considérer comme un atout et non comme un danger les différences culturelles et religieuses.

Depuis bientôt 60 ans, la Déclaration universelle des droits de l'homme est une source d'inspiration pour toutes les sociétés. Ayant présentes à la mémoire les souffrances infligées par la tragédie de la Seconde Guerre mondiale, les nations se sont montrées résolues à prévenir un nouveau drame de cette nature. Dans la forme et le fond, la Déclaration, qui n'est ni longue ni difficile à comprendre, énumère les conditions clefs de la paix : tolérance, respect de la diversité ainsi que défense et promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Soixante ans plus tard, il n'y a pas de remède plus efficace. C'est en agissant autour de ces trois axes que l'on est le plus à même d'apaiser les tensions, de démêler les malentendus et de comprendre que les valeurs propres à l'humanité nous unissent malgré nos différences, lesquelles enrichissent notre existence à tous.

Pour être tolérants par la parole et par les actes et pour reconnaître la valeur de ce qui nous diffère d'autrui, nous devons nous connaître nous-mêmes et percevoir ce qui nous distingue. Pour cela, il faut dialoguer. L'absence d'un dialogue franc et authentique entre les religions et les cultures laisse le champ libre aux préjugés. Seul le dialogue favorise la compréhension mutuelle, laquelle empêche la violence et occupe une grande place dans le maintien de la paix et la prévention des conflits. Comme énoncé dans l'acte constitutif de l'UNESCO, « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ».

Un dialogue authentique suppose que ses participants fassent preuve d'ouverture d'esprit et qu'ils soient à l'écoute des autres. Pour réunir les conditions d'un dialogue ouvert, spontané, fécond et représentatif de la variété des opinions existant dans la société, il est primordial de garantir la liberté d'expression, le pluralisme ainsi que la libre participation de la société civile et du grand public.

Nous devons acquérir des connaissances sur toutes les cultures et toutes les religions. Nous devons aussi apprendre l'art du dialogue. L'apprentissage de la tolérance ne doit pas se confiner à l'école. Ce ne sont pas seulement les jeunes qui sont concernés, mais la société toute entière, même si leur rôle ne doit pas être

sous-estimé dans la mesure où ils franchissent les frontières traditionnelles et sont plus disposés à mesurer la valeur des différences. Nous devons également faire participer les journalistes, les enseignants et l'ensemble du grand public.

En promouvant le dialogue, la coopération, la tolérance et l'éducation, l'ONU joue et doit continuer de jouer un rôle crucial. La tolérance est l'un des principes fondateurs de l'ONU, en quête d'un avenir de paix. Dans le monde interdépendant qui est le nôtre, plus nous nous rapprocherons, plus nous serons conscients de l'importance du dialogue entre les cultures et les religions et plus nous serons à même d'y participer.

C'est la raison pour laquelle nous nous réjouissons d'avoir pris part au débat thématique officieux intitulé « Civilisations et pari de la paix : obstacles et possibilités », qui a eu lieu à la soixante et unième session de l'Assemblée générale. Nous voudrions d'ailleurs féliciter la Présidente de l'Assemblée générale à sa soixante et unième session, M^{me} Haya Rashed Al-Khalifa, de l'avoir organisé, car il nous a permis d'avancer dans la direction d'un dialogue authentique.

Nous voudrions adresser des éloges tout particuliers à l'Alliance des civilisations pour ses travaux et profitons de l'occasion pour exprimer notre appui total à M. Jorge Sampaio, Haut Représentant pour l'Alliance des civilisations, et aux efforts qu'il déploie. De même, nous soutenons sans réserve les activités menées par l'UNESCO. Nous sommes très impliqués dans ses projets et autres programmes dignes d'intérêt. Nous accueillons favorablement toutes les occasions d'en apprendre davantage sur autrui et sommes prêts à participer à un dialogue authentique dans toutes les instances de l'ONU.

Dès lors que nous aurons appris à maintenir un dialogue ouvert, amical et authentique entre les cultures et les religions tout en promouvant les principes de la tolérance, de la non-discrimination, du respect et de la défense des droits de l'homme de tous les membres de la société, nous serons en passe d'atteindre les objectifs consacrés dans la Charte des Nations Unies.

Pour terminer, je voudrais assurer l'Assemblée générale que la République tchèque est disposée à concourir vigoureusement à la réalisation de notre objectif commun : promouvoir la compréhension et la coopération entre les cultures et les religions dans l'intérêt de la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Vice-Ministre des affaires étrangères de la Bulgarie, S. E. M. Lyubomir Kyuchukov.

M. Kyuchukov (Bulgarie) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation bulgare, je me félicite de la convocation aujourd'hui du Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération en faveur de la paix. Je vais m'efforcer d'être aussi concret, pratique et pragmatique que possible.

L'histoire de la Bulgarie est une histoire de tolérance entre les citoyens, quels que soient leur confession religieuse et leur patrimoine culturel. Mon pays est situé à un carrefour entre le christianisme et l'islam. Bulgares, Turcs, Juifs, Roms, Arméniens et autres groupes ethniques forment la nation bulgare moderne et sont fiers que la tolérance ethnique et religieuse ait toujours prévalu et que la Bulgarie soit l'un des deux États européens où, même lors des périodes les plus troublées de l'histoire, telles que la Seconde Guerre mondiale, les Juifs aient échappé à la déportation grâce à l'aide de leurs compatriotes.

Ces derniers temps, la Bulgarie a incarné un modèle de transition marqué par la préservation de la paix ethnique et religieuse. Tout le monde peut comprendre ce que cela signifie en regardant la carte de l'Europe du Sud-Est et des Balkans occidentaux depuis la partition de l'ex-Yougoslavie. Sans pour autant que nous nous sentions totalement à l'abri, la tolérance continue néanmoins de prévaloir à l'échelle de la société tout entière, ce qui est une véritable caractéristique de notre mentalité nationale.

C'est pourquoi nous avons appuyé et nous continuerons d'appuyer sans relâche l'Alliance des civilisations. Je saisis d'ailleurs cette occasion pour féliciter le Haut Représentant du Secrétaire général pour l'Alliance des civilisations, le Président Jorge Sampaio, auquel nous souhaitons plein succès. Sa mission relève de notre intérêt à tous et nous pouvons tous y contribuer. Membre du Groupe des Amis de l'Alliance des civilisations, la Bulgarie est actuellement en train de mettre sur pied un plan d'action national dans ce domaine.

La réussite de cette noble entreprise qui est d'assurer le dialogue entre les cultures dépend dans une large mesure de l'interaction entre l'ONU et les organisations régionales concernées. L'Union européenne, en partenariat avec l'ONU ainsi que pour

son compte propre, est un agent de la promotion de la compréhension entre les religions et entre les cultures. La Bulgarie appuie vigoureusement les initiatives actuellement déployées pour promouvoir la coexistence pacifique et la coopération, tels que le partenariat euro-méditerranéen du Processus de Barcelone, avec la Fondation Euro-Méditerranéenne Anna Lindh pour le Dialogue entre les Cultures, l'initiative « Synergie de la mer Noire », et la Stratégie de l'Union européenne pour un nouveau partenariat avec l'Asie centrale. La Bulgarie a rejoint le Forum de la Réunion Asie-Europe et elle entend prendre part au Dialogue entre les religions organisé par cette Réunion.

Nous nous félicitons également que l'année 2008 ait été proclamée Année européenne du Dialogue entre les cultures, dans le but, entre autres, de permettre une meilleure intégration des groupes minoritaires et des communautés religieuses, en particulier l'intégration des communautés musulmanes dans des environnements non musulmans. Je voudrais sur ce point évoquer un exemple spécifique.

Comme partout ailleurs en Europe, en Bulgarie, le Gouvernement et la société civile accordent une grande importance à l'intégration des populations roms. L'initiative « Décennie pour l'intégration des Roms » a largement témoigné de cette volonté d'agir de manière conjointe. Conçue par le Programme des Nations Unies pour le développement, elle a été soutenue par neuf gouvernements d'Europe centrale et du Sud-Est. Elle a constitué la première tentative à l'échelle internationale d'entreprendre une action conjointe pour améliorer la vie des populations roms en Europe. La Décennie a été officiellement annoncée en 2005 à Sofia. C'est sous la présidence bulgare de la Décennie que le premier rapport de suivi a été préparé par des organisations de la société civile rom et publié en juin dernier à Sofia.

La région de l'Europe du Sud-Est est un creuset de la diversité culturelle et religieuse. Le fait que la Bulgarie occupe la présidence en exercice du Processus de coopération d'Europe du Sud-Est nous donne la possibilité de contribuer encore plus activement à consolider la stabilité, car dans notre région le dialogue entre les cultures, les ethnies et les religions est tout simplement synonyme de paix, de stabilité et de sécurité.

Guidés par cette approche, nous avons été à l'origine de plusieurs mesures concrètes visant à renforcer le dialogue direct entre Belgrade et Pristina, au niveau des ministres de la culture, ce qui a permis

de restaurer et de préserver les monuments culturels et religieux au Kosovo. En 2003, le Président de la République de Bulgarie, Georgi Parvanov, a lancé l'idée d'un projet conjoint de « couloirs » culturels en Europe du Sud-Est, afin de promouvoir, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), les relations séculaires entre les peuples de la région, lesquelles, aujourd'hui, forment précisément la base d'une meilleure coopération régionale et d'un meilleur développement. Plusieurs instances régionales ont ainsi esquissé une feuille de route pour encourager

l'apparition d'une nouvelle manière d'appréhender et d'interpréter le riche patrimoine culturel de la région.

Nous appuyons donc vigoureusement les efforts internationaux, et notamment le rôle unique de l'ONU, en vue de promouvoir le développement, la paix, et la sécurité grâce à la coopération internationale et au dialogue entre les cultures et entre les religions. La réunion d'aujourd'hui pourrait faire évoluer les choses si elle nous permettait de nous rapprocher d'un consensus sur cette question.

La séance est levée à 13 h 20.